

Djibouti : Consultations de 2007 au titre de l'article IV — rapport des services du FMI; déclaration des services du FMI; Note d'information au public relative à l'examen du rapport par le Conseil d'administration

Conformément aux dispositions de l'article IV de ses statuts, le FMI procède, habituellement chaque année, à des consultations bilatérales avec ses membres. Dans le cadre de l'examen des consultations de 2007 avec Djibouti, les documents suivants ont été publiés et inclus dans le présent dossier :

- le rapport des services du FMI sur les consultations de 2007 au titre de l'article IV, préparé par la mission des services du FMI au terme d'entretiens menés le **21 janvier 2007** avec les représentants de Djibouti et portant sur la conjoncture et les politiques économiques. **Le rapport des services du FMI, rédigé à partir d'informations disponibles au moment des entretiens, a été achevé le 16 avril 2007.** Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles de la mission et ne reflètent pas nécessairement l'avis du Conseil d'administration du FMI;
- une déclaration des services du FMI, en date du **16 avril 2007**, qui actualise les informations relatives à l'évolution économique récente;
- une Note d'information au public (NIP) **résumant les avis du Conseil d'administration formulés à la réunion du 27 avril 2007** consacrée à l'examen du rapport des services du FMI à la conclusion des consultations au titre de l'article IV.

La politique de publication concernant les rapports des services du FMI et d'autres documents autorise la suppression d'informations susceptibles d'influencer le marché.

Pour aider le FMI à évaluer sa politique de publication, les lecteurs sont invités à faire part de leurs observations par courrier électronique à l'adresse Publicationpolicy@imf.org.

Le public peut se procurer ce rapport à l'adresse suivante

International Monetary Fund • Publication Services
700 19th Street, N.W. • Washington, D.C. 20431
Téléphone : (202) 623-7430 • Télécopie : (202) 623-7201
Courriel : publications@imf.org Internet : <http://www.imf.org>

Prix : 18 dollars l'exemplaire

**Fonds monétaire international
Washington, D.C.**

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

DJIBOUTI

Rapport des services pour les consultations de 2007 au titre de l'article IV

Établi par les représentants des services du FMI pour les consultations de 2007 avec Djibouti

Approuvé par Amor Tahari et Scott Brown

Le 26 avril 2007

- Les consultations au titre de l'article IV se sont tenues à Djibouti du 7 au 21 janvier 2007. L'équipe était composée de MM. Guillaume (Chef de mission), Bouhga-Hagbe, Iradian, Pani et Thiam (tous du Département Moyen-Orient et Asie centrale). M. Schlotterbeck (Département des finances publiques) a apporté son assistance technique dans le domaine de l'administration fiscale. La mission a reçu l'appui de M. de Schaetzen, le Représentant résident du FMI à Djibouti. M. Bah, conseiller principal auprès de l'administrateur pour Djibouti, a participé aux discussions.
- La mission a rencontré le Gouverneur de la banque centrale, M. Djama M. Haïd; le Ministre des finances, M. Ali Farah Assoweh; le Secrétaire général du gouvernement, M. Mohamed Hassan Abdillahi et les représentants de différents organismes gouvernementaux, du secteur bancaire, du milieu des affaires, des organismes non gouvernementaux et de la communauté des donateurs.
- Djibouti a accepté les obligations de l'article VIII, sections 2, 3 et 4 le 19 septembre 1980 et maintient un système de change libre de toute restriction sur les paiements et transferts pour les transactions internationales courantes. Le régime de change de Djibouti est celui d'un rattachement au dollar des États-Unis dans le cadre d'un dispositif de caisse d'émission mis en place depuis 1949. L'arrimage est resté inchangé depuis 1973.
- Djibouti a indiqué son intention de participer à la norme générale de diffusion des données (NGDD). L'appareil statistique de Djibouti accuse de fortes faiblesses et il suffit à peine pour mener le travail de surveillance.

Table des matières	Page
Résumé analytique	4
I. Introduction	5
II. Récente évolution.....	8
III. Discussions sur les politiques économiques	12
A. Politique budgétaire	14
B. Politiques de change, monétaire et financière.....	17
C. Réformes structurelles et stratégie de réduction de la pauvreté.....	18
D. Données et autres questions	18
IV. Évaluation des services.....	19
 Encadrés	
1. Résultats dans le cadre du programme de référence de juillet à décembre 2005	5
2. Compétitivité, 1980–2006.....	11
3. Perspectives de croissance et principaux défis	13
4. Réforme fiscale et mise en place de la TVA.....	15
 Figures	
1. Secteur réel, 2001–06.....	6
2. Évolution de la situation budgétaire, 1998–2006	7
3. Monnaie et finances, 1999–2006	9
4. Secteur extérieur, 2001–06	10
 Tableaux	
1. Quelques indicateurs économiques et financiers, 2003–07	21
2. Opérations budgétaires de l'administration centrale, 2003–07 (en millions de francs Djibouti)	22
3. Opérations budgétaires de l'administration centrale, 2003–07 (en pourcentage du PIB) ..	23
4. Situation monétaire et indicateurs du secteur bancaire, 2003–07.....	24
5. Balance des paiements, 2003–11	25
6. Projections macroéconomiques à moyen-terme, 2005–11	26
7. Indicateurs de stabilité financière, 2000–06	27
8. Objectifs indicatifs révisés dans le programme de référence.....	28
9. Repères structurels pour le programme de référence juillet–décembre 2005.....	29
10. Indicateurs sociaux et indicateurs du revenu	31
11. Objectifs du développement du Millénaire, 1990–2015.....	32

Appendices

I. Analyse conjointe par le Fonds et La Banque mondiale de la viabilité de la dette (AVD).....	33
II. Information de base pour la rédactions de la Notice publique d'information (NIP)	46

Encadré de l'appendice

5. Hypothèses macroéconomiques.....	37
-------------------------------------	----

Graphique de l'appendice

5. Indicateurs de la dette publique garantie par l'État en utilisant différents scénarios, 2007–27	40
6. Indicateurs de la dette publique en utilisant différents scénarios, 2007–27	41

Tableaux de l'appendice

12. Stock de la dette à la fin 2006.....	35
13. Cadre de viabilité de la dette extérieure, scénario de référence, 2003–27.....	42
14. Analyses de sensibilité pour les principaux indicateurs de la dette extérieure publique garantie par l'État, 2007–27	43
15. Cadre de viabilité de la dette du secteur public, scénario de référence, 2003–27	44
16. Analyse de sensibilité pour les principaux indicateurs de la dette publique, 2007–27.....	45

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Thème central du rapport

Les consultations avec Djibouti au titre de l'article IV ont porté sur a) les perspectives de croissance à moyen terme et les politiques nécessaires pour veiller à ce que la croissance soit diversifiée et génératrice de suffisamment d'emplois, b) les politiques visant à renforcer la viabilité budgétaire à moyen terme tout en réduisant la pauvreté, et c) les réformes essentielles du secteur financier.

Contexte

La croissance du PIB réel est estimée à 4,8 % en 2006, induite par un budget expansionniste et des investissements privés confortables dans les secteurs portuaires et du bâtiment. L'inflation des prix à la consommation a légèrement augmenté, passant de 3,1 % en moyenne en 2005 à 3,6 % en 2006, du fait principalement de l'augmentation des prix des denrées alimentaires, du logement et de l'eau et l'électricité. La croissance de la masse monétaire au sens large est restée stable en 2006. La liquidité intérieure a augmenté, soutenue par une conjoncture économique et des conditions de financement favorables. L'orientation du budget était légèrement restrictive en 2005, mais expansionniste en 2006 avec un déficit budgétaire de base (recettes intérieures moins dépenses financées sur les ressources intérieures) se creusant de 2 % du PIB en 2005 à 7,1 % en 2006. Selon les estimations, le solde des transactions courantes, légèrement excédentaire en 2005, est devenu déficitaire de 9 % du PIB en 2006, suite à une poussée des importations liées en grande partie à de nouveaux investissements directs étrangers.

Point de vue des autorités

Les autorités sont conscientes qu'elles doivent veiller à ce que les perspectives favorables de croissance ne se limitent pas à une enclave autour du port, mais créent des emplois suffisants pour tous les Djiboutiens et contribuent à réduire la pauvreté. Dans ce contexte, le Président a lancé une Initiative nationale pour le développement social. Les autorités ont aussi manifesté leur intention de réduire le déficit budgétaire de base. Elles entendent par ailleurs revoir le cadre fiscal général, notamment en préparant l'adoption d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et d'un tarif extérieur commun (TEC). Elles estiment nécessaire de conserver le régime de caisse d'émission actuel pour maintenir la stabilité financière. Elles ont demandé un programme d'évaluation dans le cadre du programme conjoint FMI-Banque mondiale d'évaluation de la stabilité du système financier pour les aider à faire face aux nouveaux défis issus de l'expansion rapide du système bancaire.

Recommandations des services

Les services ont encouragé les autorités à élaborer une stratégie à moyen terme de réduction de la pauvreté avec l'aide de la Banque mondiale et à renforcer la compétitivité en prenant des mesures macroéconomiques et des réformes structurelles. Les principales réformes structurelles concernent l'adoption d'une stratégie intégrée de réduction des coûts de production de l'énergie, la mise en œuvre complète du nouveau code du travail, une plus grande efficacité du système judiciaire et la bonne gouvernance. Les services ont insisté sur la nécessité d'augmenter les recettes fiscales en simplifiant le régime fiscal et en revoyant les exonérations, et de réduire la masse salariale en poursuivant de manière effective la réforme de la fonction publique, notamment par l'élimination de tous les travailleurs fantômes. Les services ont également souligné la nécessité d'une plus grande discipline budgétaire avec une stricte adhésion au budget et en évitant d'accumuler de nouveaux arriérés intérieurs ou extérieurs. Ils ont aussi exhorté les autorités à renforcer l'architecture du secteur financier, à mettre au point de nouveaux instruments de politique monétaire pour obtenir un meilleur contrôle de la liquidité monétaire et à renforcer la capacité de supervision de la banque centrale. Ils engagent les autorités à renforcer l'appareil statistique pour faciliter l'élaboration et le contrôle des politiques macroéconomiques.

I. INTRODUCTION

1. **Les résultats enregistrés par Djibouti dans le cadre d'un précédent accord au titre de la FRPC et de deux programmes de référence ont été mitigés** (encadré 1). La croissance du PIB réel s'est accélérée quelque peu ces dernières années et l'inflation des prix à la consommation est restée basse (graphique 1). Toutefois, dans l'ensemble, les résultats budgétaires ont été faibles, même s'ils ont connu une amélioration en 2005 du fait d'une maîtrise des dépenses (graphique 2). En général, la gestion de trésorerie a été plutôt délicate avec l'apparition récurrente de nouveaux arriérés extérieurs et intérieurs. La mise en place de réformes structurelles a dans l'ensemble été lente.

Encadré 1. Résultats dans le cadre du programme de référence de juillet à décembre 2005

Tous les objectifs budgétaires quantitatifs ont largement été atteints (tableau 8). Toutefois, principalement en raison de remboursements d'arriérés intérieurs et extérieurs supérieurs à ceux programmés, la position de trésorerie est restée délicate et a provoqué l'accumulation de nouveaux arriérés intérieurs et extérieurs et de légers écarts par rapport aux objectifs monétaires quantitatifs¹. La plupart des arriérés extérieurs accumulés en 2005 ont été remboursés au début 2006.

Sur le plan structurel, les progrès n'ont été que limités pour ce qui est de la compétitivité de l'économie et de la gestion budgétaire. Un nouveau Code du travail a été adopté en 2005; le gros des activités techniques liées à l'adoption d'un fichier unique pour la fonction publique a été achevé et plusieurs mesures ont été prises en vue de la mise en place de la taxe sur la valeur ajoutée (tableau 9).

¹ Cette accumulation d'arriérés provient d'un remboursement important d'arriérés à des donateurs arabes avant la table ronde de décembre et du remboursement non budgétisé d'un mois supplémentaire d'arriérés de salaires.

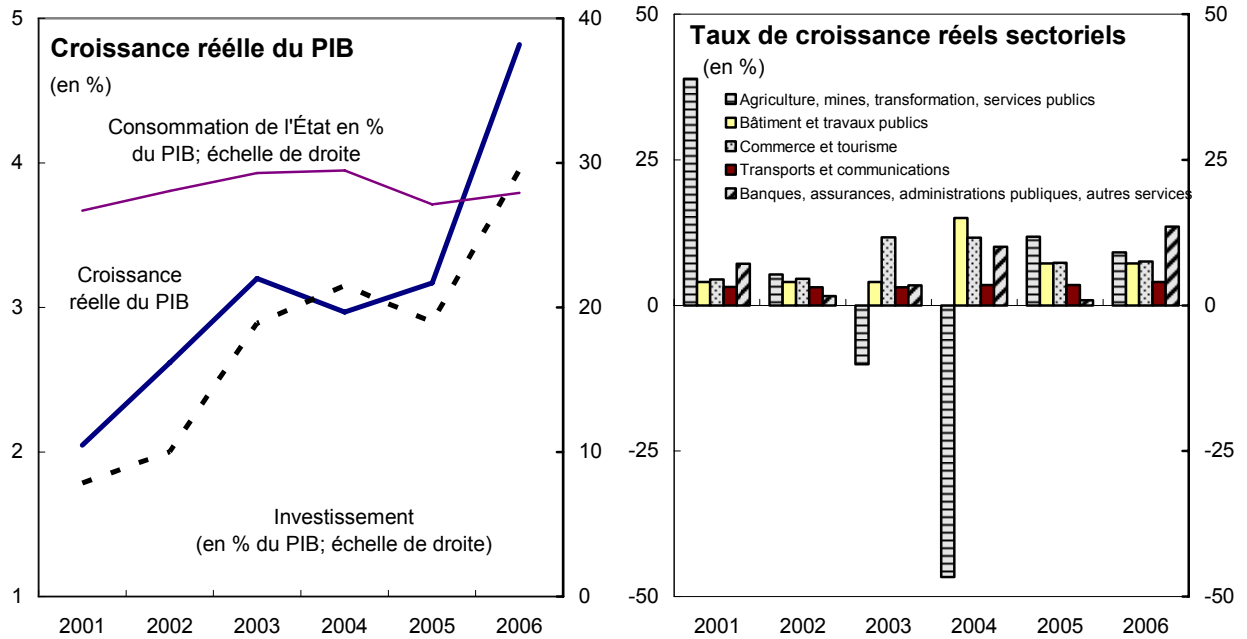
2. **S'appuyant sur le développement du port, les perspectives de croissance de Djibouti se sont considérablement améliorées.** Les autorités ont eu pour stratégie de favoriser la participation des investisseurs étrangers et des donateurs arabes à la construction d'infrastructures essentielles. Ainsi, des investissements directs étrangers considérables contribueront à développer les services axés sur le port et à promouvoir les exportations à moyen terme.

3. Les principaux aspects de politique économique abordés au cours des consultations concernaient a) la nécessité d'assurer une croissance diversifiée et génératrice de suffisamment d'emplois, b) les politiques visant à renforcer la viabilité budgétaire à moyen terme tout en réduisant la pauvreté et c) les réformes essentielles du secteur financier. Djibouti connaît des taux particulièrement élevés de chômage et de pauvreté (estimés respectivement à 50-60 % et 42 % en 2002), encore que l'emploi informel soit largement sous-estimé. Un des défis majeurs qui se pose à Djibouti est donc de veiller à ce que la croissance ne soit pas confinée à une enclave autour du port et qu'elle crée des emplois locaux et des recettes fiscales, ce qui nécessitera des mesures pour améliorer de façon sensible la compétitivité et une mise en œuvre plus résolue des réformes structurelles.

Graphique 1. Djibouti — Secteur réel, 2001–06

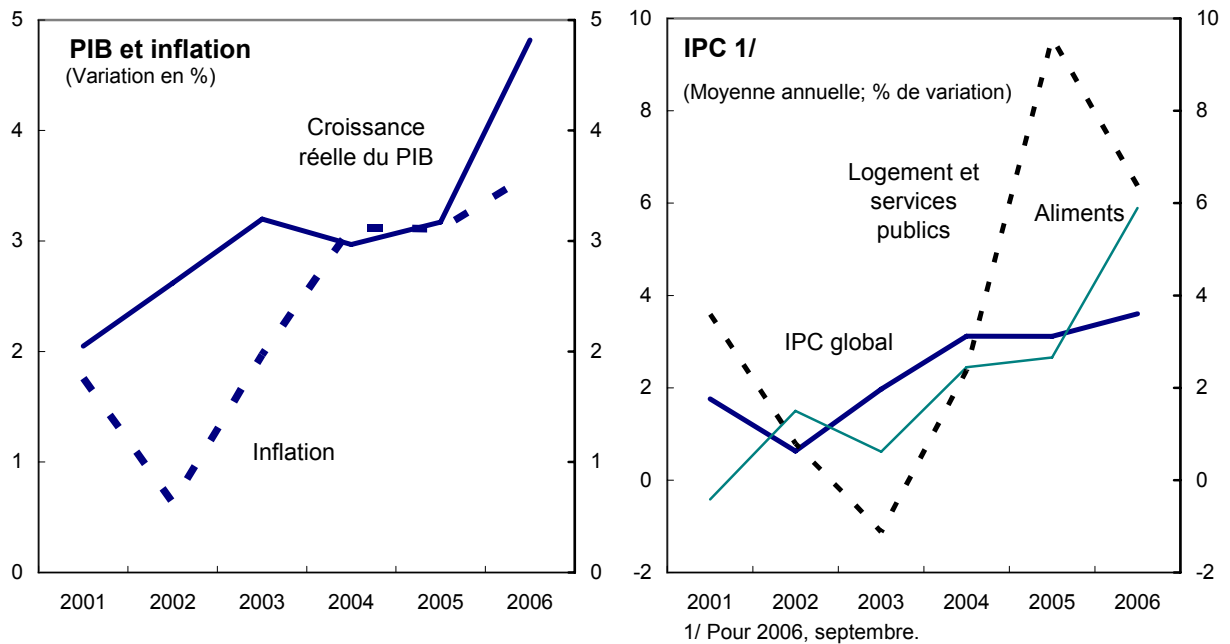
La poussée des investissements dans les secteurs liés à l'activité portuaire et la consommation des administrations publiques sont à l'origine d'une forte croissance ...

...alimentée par les secteurs des services, des BTP et des secteurs financiers ...



...mais avec une inflation plus élevée en 2006...

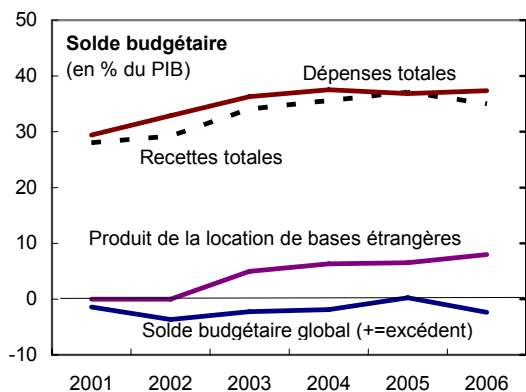
...du fait de la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires.



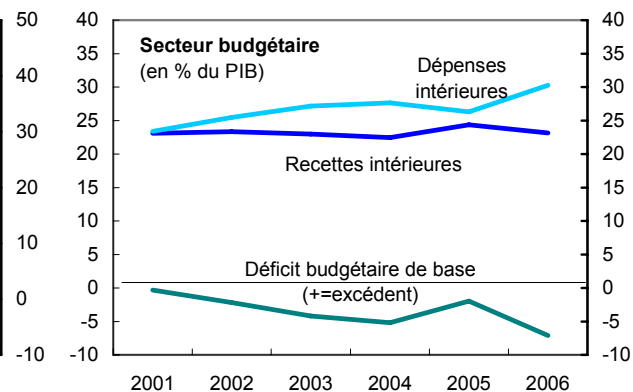
Sources : autorités djiboutiennes et calculs des services du FMI.

Graphique 2. Djibouti — Évolution de la situation budgétaire, 1998–2006

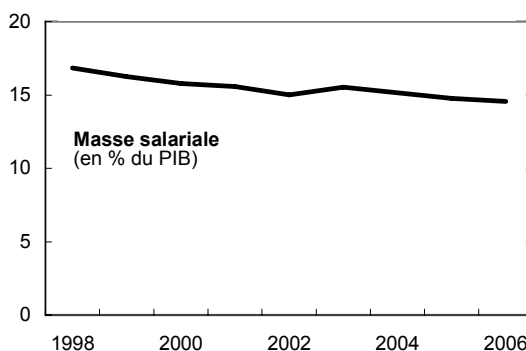
Le solde budgétaire global s'est détérioré malgré une augmentation des recettes extérieures.



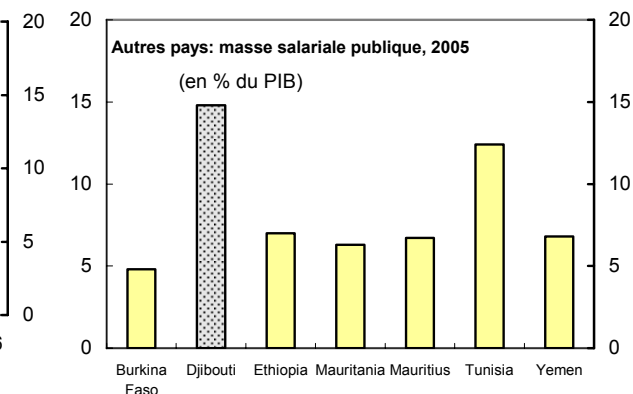
Le solde budgétaire de base s'est également détérioré du fait d'une augmentation des dépenses intérieures...



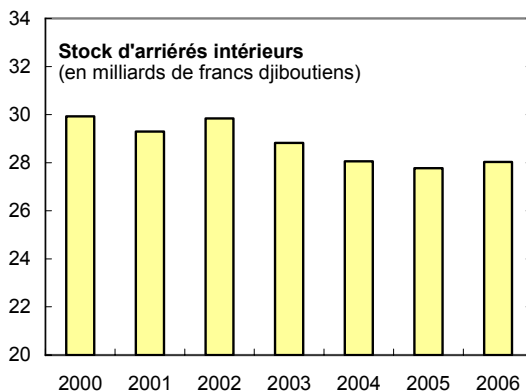
...liée au niveau élevé de la masse salariale par rapport au PIB, certes en baisse,...



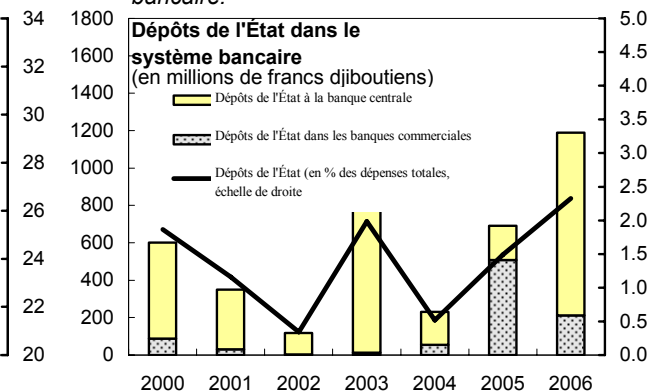
...mais qui reste élevé par rapport à d'autres pays comparables.



Le stock d'arriérés intérieurs reste important...



...avec la contrainte d'un niveau faible et instable de dépôts de l'État dans le système bancaire.



Sources : autorités djiboutiennes et calculs des services du FMI.

II. RÉCENTE ÉVOLUTION

4. **La croissance a été forte en 2006.** La croissance du PIB réel est estimée à 4,8 % en 2006, soutenue par l'expansion budgétaire et l'importance de l'investissement direct étranger (IDE) dans les activités portuaires et le bâtiment. La part de l'investissement dans le PIB a augmenté de 19 % en 2005 à environ 30 % en 2006. Selon les estimations, l'inflation des prix à la consommation a légèrement augmenté passant de 3,1 % en moyenne en 2005 à 3,6 % en 2006, du fait principalement de l'augmentation des prix des denrées alimentaires, du logement et de l'eau et l'électricité.

5. **La croissance de la masse monétaire au sens large a poursuivi sa décélération tendancielle des dernières années pour se situer à environ 10 % en 2006** (graphique 3). Les liquidités intérieures ont progressé sous l'effet d'une conjoncture économique et de conditions de financement favorables. La part des dépôts en devises par rapport au total des dépôts a légèrement diminué pour s'établir à 56 % en 2006. Après avoir diminué pendant plusieurs années, le crédit au secteur privé a augmenté d'environ 9 %, essentiellement au profit des secteurs dont l'activité est liée directement ou indirectement aux investissements directs étrangers.

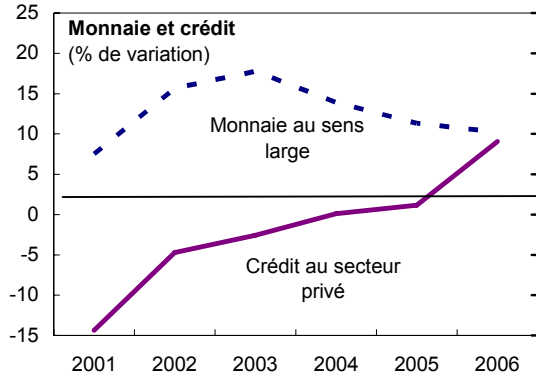
6. **Une poussée soudaine des importations largement financée par les investissements étrangers a conduit à une détérioration de la balance commerciale et du solde des transactions courantes** (graphique 4). En conséquence, le compte solde des transactions courantes, légèrement excédentaire en 2005, est devenu déficitaire de 9 % du PIB en 2006. Toutefois, l'excédent important du compte de capital et d'opérations financières a plus que compensé le déficit du compte courant, d'où une augmentation des réserves officielles brutes, lesquelles atteignaient 117 millions de dollars ÉU à la fin 2006 (soit l'équivalent de 3,2 mois d'importations de biens et services et une couverture de 109 % de la caisse d'émission).

7. **En 2006, le franc Djibouti a continué de se déprécier en termes effectifs réels mais la compétitivité reste faible** (encadré 2). Les estimations provisoires des services du FMI concernant le taux de change effectif réel d'équilibre indiquent que le taux de change effectif réel constaté a été largement surévalué dans les années 1990 (d'environ 40 % au-dessus du taux d'équilibre pour la période 1994–1996), mais l'écart avec le taux d'équilibre s'est sensiblement réduit depuis, grâce à la meilleure efficacité et productivité du port et du fait de la dépréciation du dollar par rapport à l'euro depuis 2001¹. Ces estimations ne prennent toutefois pas en compte les déficits récents et projetés des transactions courantes, ni la forte augmentation prévue de la dette extérieure à moyen terme. Plus généralement,

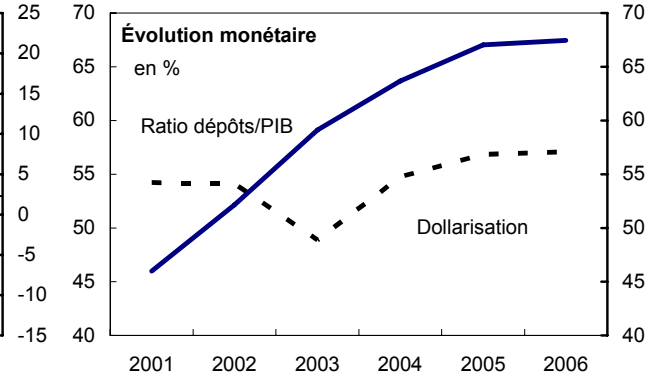
¹ Ces estimations sont tirées d'estimations de coefficients du Document de travail du FMI n° 06/236, qui applique la méthodologie d'Edwards à un groupe de pays de l'UEMOA. Elles ne se fondent pas sur des estimations de paramètres spécifiques à Djibouti et doivent être considérées seulement comme indicatives des variations du taux de change effectif réel d'équilibre pour Djibouti et comme un indicateur supplémentaire de l'évolution de la compétitivité de Djibouti au cours des 25 dernières années.

Graphique 3. Djibouti — Monnaie et finances, 1999–2006

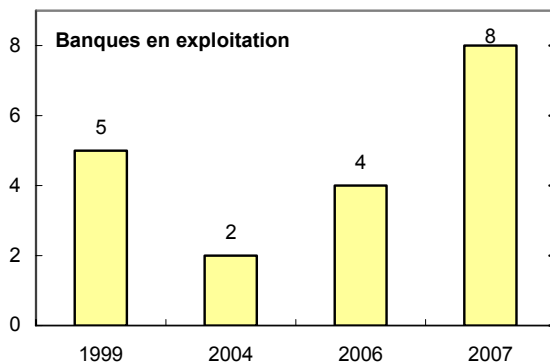
Amélioration de l'intermédiation et du crédit au secteur privé avec un niveau supérieur de croissance et d'IDE.



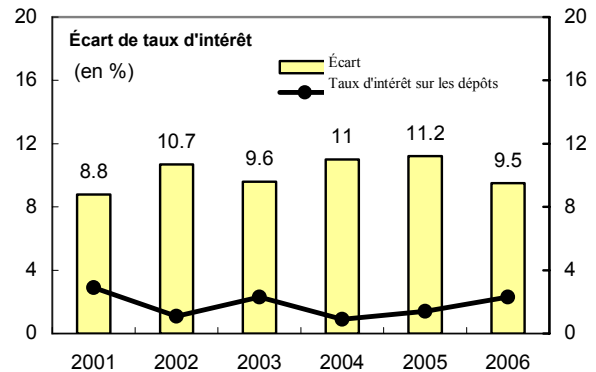
Croissance soutenue des dépôts avec un degré de dollarisation qui reste élevé.



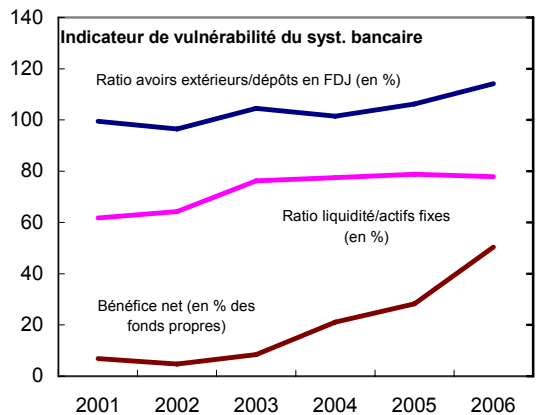
Avec la fermeture des banques en difficultés, le secteur bancaire commence à attirer les investisseurs étrangers...



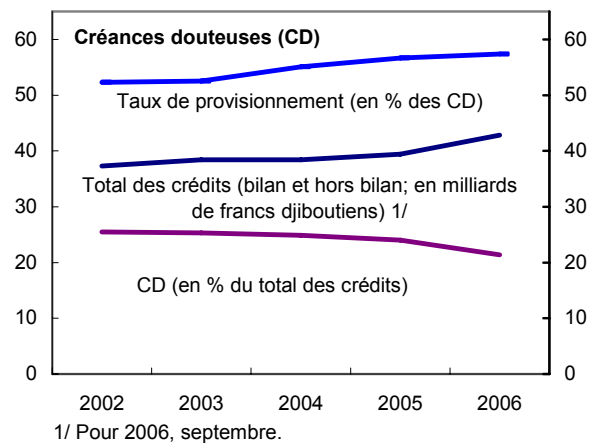
...d'où une plus grande concurrence et une réduction progressive des écarts de taux en 2006.



Le système financier a gagné en solidité...

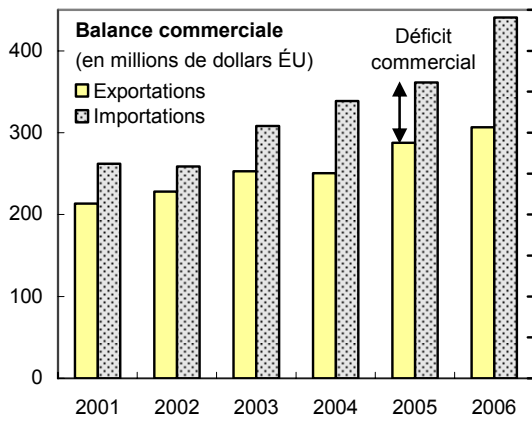


...malgré un niveau de créances douteuses élevé mais en baisse.

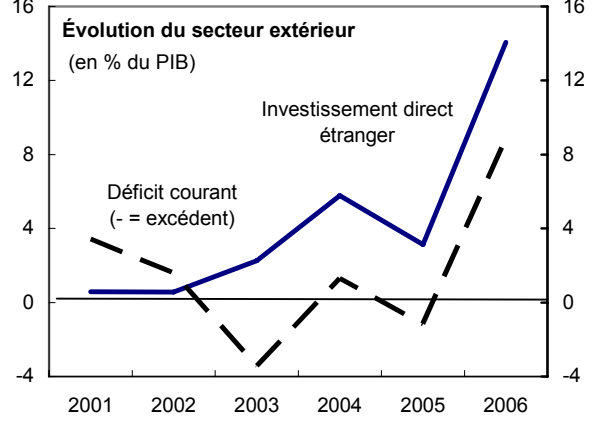


Graphique 4. Djibouti — Secteur extérieur, 2001–06

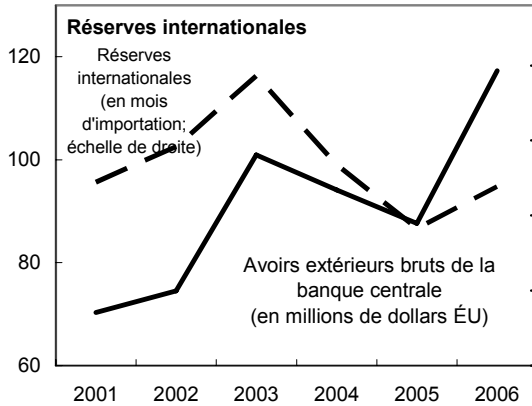
La dégradation du déficit commercial...



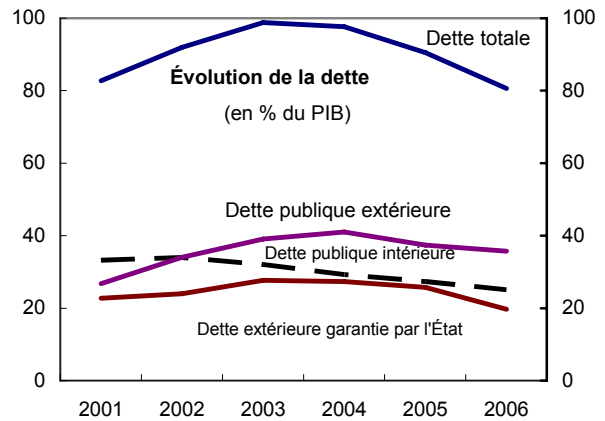
...a entraîné une détérioration du déficit courant, principalement financé par l'IDE...



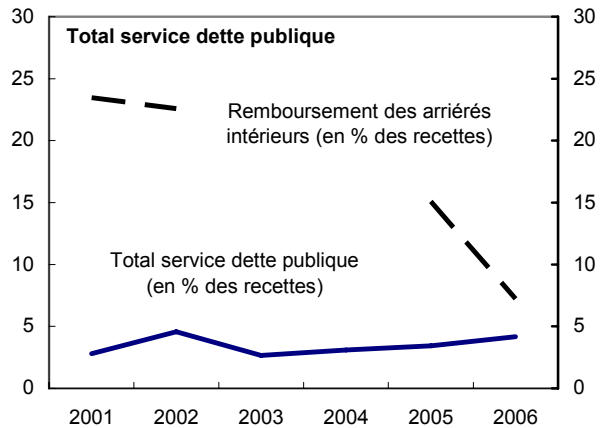
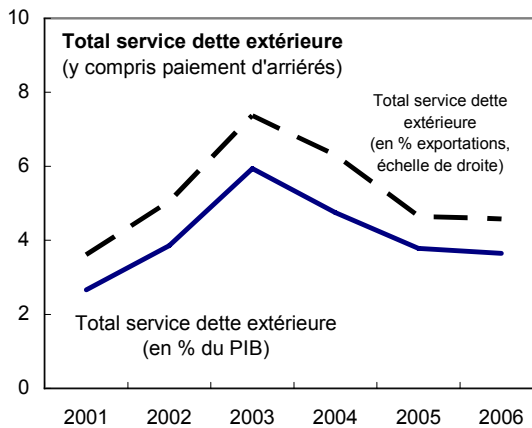
...avec une situation extérieure relativement plus forte.



L'endettement reste élevé, quoiqu'en baisse...



...entraînant une diminution du service de la dette.

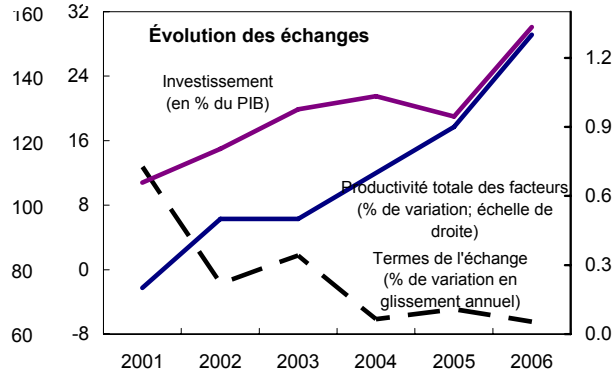
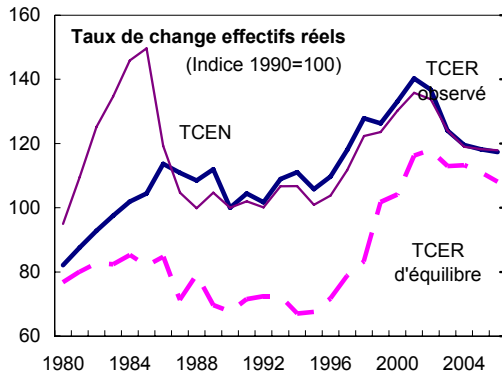


Sources : autorités djiboutiennes et calculs des services du FMI.

Encadré 2. Djibouti — Compétitivité, 1980–2006

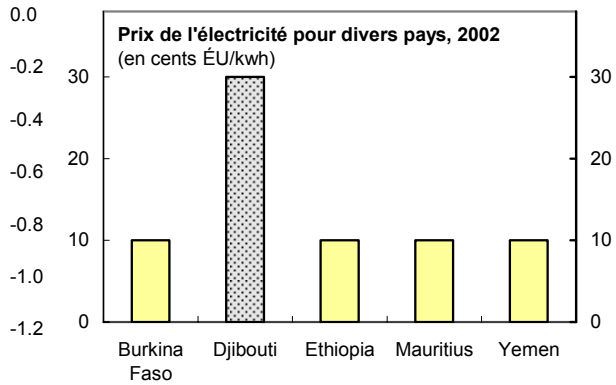
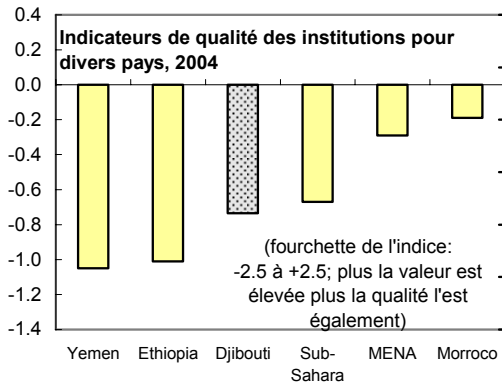
Amélioration de la compétitivité avec la diminution de l'écart entre le taux de change effectif réel (TCER) et le TCER d'équilibre...1/

...du fait d'un niveau élevé d'investissement direct étranger et de l'amélioration de la productivité totale des facteurs et des termes de l'échange.



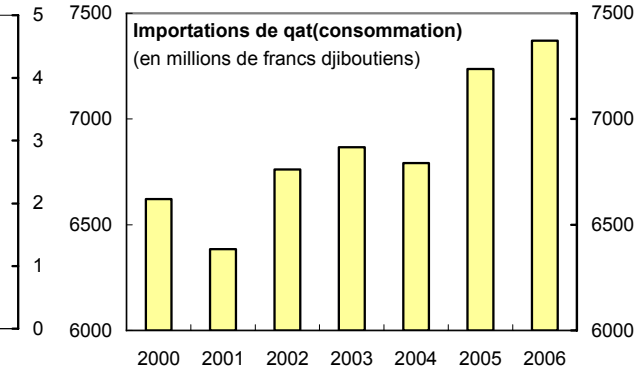
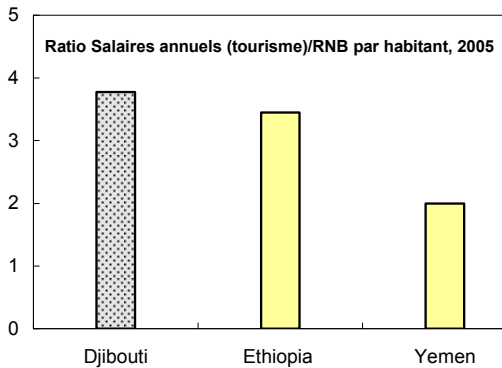
...mais la qualité des institutions reste relativement faible par rapport à la région...

...les coûts des facteurs (électricité) sont élevés...



...le rapport salaires/RNB est également supérieur à ceux des pays voisins...

...et l'augmentation de la consommation de qat continue de diminuer la productivité.



Sources : autorités djiboutiennes; Banque mondiale; calculs et estimations des services du FMI.

1/ Les estimations s'obtiennent à partir d'estimations de coefficients tirées du document de travail du FMI no. 06/236, qui applique la méthodologie d'Edwards à un groupe de pays de l'UEMOA. Le paragraphe 7 traite des limitations de ces estimations.

différents indicateurs donnent à penser que la compétitivité reste faible comme le montrent le niveau élevé des coûts de l'électricité et du travail et d'autres coûts de production intérieure, le faible niveau des qualifications, les retombées négatives de la consommation de qat² sur la productivité de la main-d'œuvre et la faiblesse de l'environnement institutionnel.

8. **L'orientation budgétaire, légèrement restrictive en 2005, est devenue fortement expansionniste en 2006.** Le déficit budgétaire de base (recettes intérieures moins dépenses sur financement intérieur) s'est creusé de 2 % du PIB en 2005 à 7,1 % en 2006, les dépenses liées aux élections régionales et au sommet du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) n'ayant été que partiellement compensées par les bons résultats des recettes. Le solde budgétaire global sur la base des engagements s'est également légèrement détérioré, passant d'un excédent de 0,2 % du PIB en 2005 à un déficit de 2,4 % en 2006, malgré une augmentation des versements effectués par les États-Unis pour la location de leur base militaire. Le stock d'arriérés intérieurs a augmenté de 0,2 % du PIB en 2006.

9. **Après une période de compression avec la fermeture de banques en difficulté, le secteur bancaire s'est rapidement développé.** Le secteur bancaire est bien capitalisé et rentable et les banques ont progressivement réduit leurs portefeuilles de prêts improductifs. L'arrivée de deux nouvelles banques en 2006 et l'annonce de quatre autres en 2007 devrait favoriser la concurrence en réduisant les coûts d'emprunt et en élargissant la palette des instruments financiers comme les produits *off-shore* et de type islamique et les instruments pour les petites et moyennes entreprises, au-delà des formules classiques de financement du commerce extérieur.

10. **La mise en place des réformes structurelles reste insuffisante.** Si un nouveau Code du travail, plus souple, a été adopté en décembre 2005, il reste à adopter les décrets d'application et à renégocier les conventions collectives sectorielles. Le fichier unique de la fonction publique est bien avancé, mais n'a pas encore été appliqué. Une réforme de la fonction publique a été engagée au début de 2006, mais l'audit physique de la fonction publique n'a pas été achevé et les phases suivantes — audits organisationnel et stratégique — n'ont pas encore commencé.

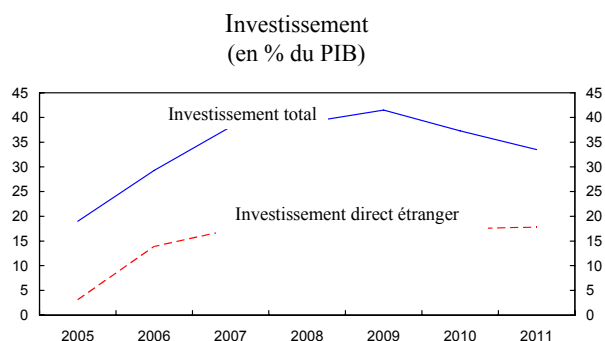
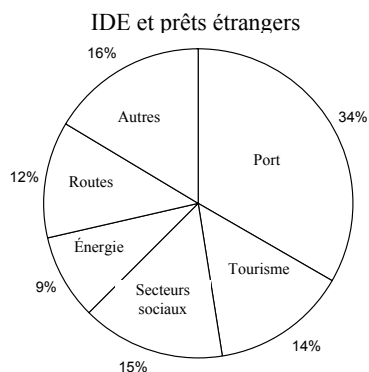
III. DISCUSSIONS SUR LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

11. **Les perspectives de croissance à moyen terme se sont considérablement améliorées grâce à la stratégie de développement du gouvernement qui entend transformer Djibouti en une plaque tournante de commerce et de services pour la région du COMESA, avec pour atout primordial la mise en valeur d'un port moderne en eau profonde (encadré 3).** Cette politique a permis d'attirer au moins 1,4 milliard de

² Les feuilles de qat contiennent un alcaloïde, la cathinone, comparable à une amphétamine douce. Les feuilles de qat sont mastiquées fraîches, généralement l'après-midi puisque la plupart du qat consommé à Djibouti arrive d'Éthiopie par un vol spécial de midi et est ensuite rapidement distribué à travers le pays.

Encadré 3. Perspectives de croissance et principaux défis

Mettant en valeur sa position stratégique dans la corne de l'Afrique et sa stabilité politique, Djibouti a réussi à attirer au moins 1,4 milliard de dollars d'IDE et de prêts confirmés pour l'essentiel de sources arabes sur la période 2005-2011 (soit l'équivalent de 180 % de son PIB 2006).^{1/} Ces investissements s'articulent autour du développement du port géré par Dubai Ports World (DPW) et visent à faire de Djibouti une plateforme régionale en créant un port moderne en eau profonde (avec un terminal de stockage pétrolier de 240 000 m³, et un terminal à conteneurs et un terminal de vrac); en modernisant les routes au nord et au sud vers l'Éthiopie et en créant des routes d'accès aux parties septentrionales du pays; en modernisant le lien ferroviaire avec l'Éthiopie sous la gestion privée de COMAZAR; en transformant l'aéroport en un centre de fret régional; et en encourageant une concurrence accrue dans les télécommunications. Ces investissements importants mettront l'économie sur la voie d'une croissance plus élevée de l'ordre de 5 à 7 % annuellement dans les toutes prochaines années.



Sources : autorités nationales et projections des services du FMI.

Les principaux secteurs de croissance sont :

- le commerce du bétail — jusqu'à 4 millions de moutons, chameaux et vaches par an — de Djibouti, de l'Éthiopie, du Kenya et de Somalie vers l'Arabie Saoudite et, éventuellement, vers d'autres pays du Moyen-Orient comme l'Égypte, la Jordanie et la Syrie;
- le secteur du tourisme avec la construction d'un hôtel à cinq étoiles (dont on prévoit d'accroître la capacité à 1000 chambres), peut-être plusieurs autres hôtels à 4 et 5 étoiles, l'aménagement de sites de plongée et la création de casinos;
- une zone franche commerciale et industrielle autour du port qui devrait attirer des activités actuellement implantées dans la zone franche de Dubaï pour satisfaire le marché du COMESA;
- la construction de logements privés et de bâtiments industriels;
- le système bancaire avec la création d'au moins six nouvelles banques en plus des deux établissements français déjà présents et le déploiement de nouveaux produits financiers comme les financements de type islamique et la possibilité d'un système bancaire *off-shore* pour la région.

Les défis à venir sont toutefois considérables pour assurer un afflux régulier d'IDE et créer une croissance diversifiée susceptible de créer des débouchés suffisants pour la main-d'œuvre locale :

- Poursuite de l'engagement à maintenir la stabilité macroéconomique face à l'important afflux de capitaux, et notamment une orientation budgétaire prudente pour contenir les éventuelles pressions inflationnistes;
- Amélioration substantielle de la compétitivité extérieure;
- Développement du secteur privé hors de la zone franche, en particulier création de petites et moyennes entreprises;
- Autres réformes structurelles, y compris abaissement du coût de production de l'électricité; formation de la main-d'œuvre pour satisfaire les nouveaux besoins du marché; et amélioration du climat des affaires et du système judiciaire.

^{1/} Les prêts sont assortis de conditions concessionnelles qui vont de taux d'intérêt à 0,75 %, 10 ans de période de grâce et échéance à 50 ans à des taux d'intérêt de 3 %, 5 ans de période de grâce, et échéance à 20 ans.

dollars ÉU (soit l'équivalent de 180 % du PIB de 2006) d'investissements étrangers confirmés, pour la plupart privés, sur la période 2005–11.

12. Les autorités sont déterminées à ne pas limiter la croissance à une enclave autour du port, et à faire en sorte cette croissance crée suffisamment d'emplois pour tous les Djiboutiens et qu'elle contribue à réduire la pauvreté. Dans ce contexte, le Président a annoncé en janvier 2007 une Initiative nationale pour le développement social qui a pour but de promouvoir les services sociaux de base, surtout auprès des couches vulnérables de la population, et de moderniser la production pour multiplier les emplois. La mission a salué l'initiative et encouragé les autorités, avec l'aide de la Banque mondiale, à la matérialiser dans un plan d'action assorti d'échéances et de repères spécifiques définis dans un cadre budgétaire à moyen terme, éventuellement dans le contexte de la préparation d'un nouveau projet de DSRP. La mission a aussi engagé les autorités à maintenir la stabilité macroéconomique et à mettre résolument en œuvre les réformes structurelles nécessaires pour favoriser le développement des petites et moyennes entreprises.

13. **Les perspectives de croissance à moyen terme ne sont pas sans risque.** Une détérioration possible de la situation politique et de la sécurité en Somalie et dans le reste de la région pourrait peser lourdement sur les perspectives de développement de Djibouti qui dépendent fortement du commerce régional. En outre, le maintien de niveaux élevés d'investissement exigera des institutions plus solides et plus efficaces. Côté positif, les perspectives de croissance actuellement favorables pourraient être considérablement confortées si se confirmait un projet de raffinerie de pétrole de 4 à 6 milliards de dollars EU (soit l'équivalent de 7 à 9 fois le PIB de 2006), d'une capacité de 250 000 barils/jour, actuellement en cours de discussion avec les investisseurs potentiels.

A. Politique budgétaire

14. **La politique budgétaire en 2007 continuera d'être expansionniste.** Le déficit global devrait atteindre 3,4 % du PIB, du fait des remboursements prévus des prêts d'investissement consentis par des donateurs arabes. Le déficit de base devrait être ramené à 3,7 % du PIB, principalement en raison du maintien de la masse salariale à un niveau constant en termes réels et d'une limitation des dépenses de biens et services à leur niveau à moyen terme (hors dépenses ponctuelles liées au sommet du COMESA de 2006). Les recettes fiscales devraient rester constantes en termes de PIB hors zone franche. Les autorités ont également l'intention de diminuer le remboursement des arriérés intérieurs à 1,2 milliard FD par an et d'augmenter quelque peu le stock des dépôts bancaires de l'État pour faciliter la gestion de la trésorerie.

15. **Les autorités envisagent une réduction modeste du déficit budgétaire de base à moyen terme.** Les services du FMI soutiennent que cette décision laisserait peu de marge pour parer à d'éventuels dérapages et que le solde budgétaire de base devrait être excédentaire à moyen terme. Ceci assurerait une reconstitution suffisante des réserves de l'État auprès de la banque centrale, pour éviter la réapparition récurrente d'arriérés et

permettre le remboursement des arriérés intérieurs accumulés conformément au plan initial de 10 ans adopté en 2002.

16. **Les autorités ont l'intention de revoir le cadre fiscal global en vue de faciliter la création d'entreprises, en commençant par la mise en place d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et d'un tarif extérieur commun (TEC) pour remplacer l'actuelle taxe à la consommation, dans le contexte du COMESA (encadré 4).** En coopération avec les douanes de Dubaï et avec l'aide de l'assistance technique extérieure, les autorités ont aussi l'intention de renforcer l'administration des recettes. Les services du FMI ont reconnu la nécessité d'un examen approfondi du système fiscal avant la mise en place d'une TVA et compte tenu de l'érosion possible de la base imposable en raison des avantages accordés dans le contexte de la zone franche.

Encadré 4. Réforme fiscale et mise en place de la TVA

Conformément à leur engagement avec le COMESA et l'Union européenne, les autorités, dans le cadre de l'Accord de partenariat économique, prévoient d'adopter, en 2008-2009, un tarif extérieur commun (TEC) et une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) pour remplacer la taxe à la consommation actuelle.

Dans ce contexte, les autorités ont accompli certains progrès dans l'amélioration de l'administration fiscale, plus particulièrement en modernisant les services des recettes indirectes avec l'adoption des logiciels MIRSAL et SAS, et en améliorant le fonctionnement du service des gros contribuables.

Plusieurs mesures essentielles doivent être prises avant la mise en place de la TVA, notamment :

- Dans le domaine de la politique fiscale, l'adoption de la structure du TEC, la révision des régimes d'exonération et la détermination des taux de TVA;
- Dans le domaine de l'administration fiscale, le renforcement du service des gros contribuables, l'adoption et la mise en œuvre d'une stratégie pour améliorer le respect des obligations fiscales et recouvrer les arriérés d'impôts et une coopération renforcée entre les douanes et les services fiscaux.

Il est également crucial de constituer une équipe permanente chargée de la mise en place de la TVA, appuyée par une assistance technique extérieure.

17. **Côté dépenses, les services du FMI engagent les autorités à prendre des mesures supplémentaires pour réduire la masse salariale à moins de 10 % du PIB de façon à diminuer le déficit budgétaire de base et à financer d'éventuelles dépenses supplémentaires induites par l'Initiative nationale pour le développement social.** Les autorités ont signalé que plusieurs mesures étaient actuellement envisagées pour maîtriser la

masse salariale dans la fonction publique, notamment en augmentant le nombre d'heures de travail des enseignants et en étendant éventuellement cette mesure à l'ensemble de la fonction publique, en supprimant les travailleurs fantômes et en simplifiant le système d'indemnités, mais elles ont précisé qu'aucune décision politique n'avait encore été prise. Les services du FMI les ont également engagées à mettre effectivement en œuvre la réforme en cours de la fonction publique avec l'assistance de la Banque mondiale, afin de réduire la masse salariale et d'augmenter substantiellement la productivité tout en veillant à satisfaire les besoins sociaux et le développement et à assurer la viabilité des caisses de retraite.

18. Les autorités ont indiqué que des négociations étaient en cours pour acheter du pétrole à des pays arabes à un prix préférentiel et que les subventions ou transferts à la Compagnie d'électricité seraient de ce fait suspendus et les tarifs d'électricité cesseraient d'augmenter. Un don d'environ 7 milliards de dollars EU avait déjà été reçu en 2006 pour l'achat de combustible en juillet et en août. Des investissements financés par des donateurs arabes devraient en outre contribuer au remplacement de turbines à faible rendement. Les services du FMI ont souligné que si l'on n'arrivait pas à un accord sur les prix préférentiels du pétrole pour la compagnie d'électricité, il serait nécessaire de procéder à des réductions substantielles de dépenses sur d'autres postes (jusqu'à 1 % du PIB) pour éviter l'augmentation des tarifs d'électricité, ce qui porterait préjudice à l'économie et aux populations pauvres. Les services du FMI ont aussi insisté sur la nécessité d'élaborer une stratégie pour réduire de façon importante les coûts de l'électricité et consolider l'assise financière de la compagnie d'électricité. Les autorités ont indiqué qu'elles avaient l'intention de se désengager des entreprises publiques industrielles.

19. Les services du FMI engagent les autorités à renforcer considérablement la transparence budgétaire et la gestion des finances publiques afin d'éviter les dépenses non budgétisées et l'apparition récurrente d'arriérés. Pour cela, il faut resserrer la gestion de trésorerie, simplifier les comptes publics pour n'avoir qu'un seul compte du trésor, incorporer les comptes et fonds hors budget dans le budget, revoir la classification budgétaire conformément au *Manuel de SFP 2001* et renforcer les contrôles sur l'exécution du budget. Les services du FMI ont également insisté sur la nécessité d'élaborer un cadre budgétaire à moyen terme. Les autorités ont fait remarquer qu'elles allaient revoir le processus d'appel d'offres pour les projets publics avec l'assistance de la Banque mondiale.

20. Les autorités ont convenu avec les services du FMI que l'accumulation rapide de nouvelles dettes entraînerait un risque élevé de surendettement (annexe I). Bien que la plupart des investissements projetés soient financés de source privée, le stock de la dette publique augmenterait de façon substantielle de 56 % du PIB en 2006 à 71 % en 2011. C'est pourquoi, les services du FMI exhortent les autorités à revoir l'ordre de priorité des nouveaux projets et leur efficacité pour réduire la pauvreté dans le contexte de la future stratégie à moyen terme. Ils insistent aussi sur la nécessité de recevoir les financements extérieurs principalement sous forme de dons ou de prêts à des conditions fortement concessionnelles et

de renforcer considérablement la gestion de la dette, notamment en mettant au point une stratégie d'endettement à moyen terme.

B. Politiques de change, monétaire et financière

21. **Les autorités considèrent que le régime de caisse d'émission est propre à maintenir la stabilité financière et à faire de Djibouti une place financière.** Elles font remarquer que la caisse d'émission et la stabilité de la parité depuis 1973 ont contribué à contenir l'inflation, à attirer largement les dépôts des pays voisins et à encourager un large apport d'investissements étrangers. Les services du FMI ont reconnu que le maintien de la caisse d'émission — plutôt que l'option d'une politique de taux de change plus souple — est actuellement plus adapté du fait de la forte dollarisation de l'économie et du développement limité des marchés financiers. Toutefois, les services du FMI ont avancé que malgré l'évolution récente, il est nécessaire d'améliorer la compétitivité, ce qui exigera des mesures macroéconomiques et structurelles (encadré 2).

22. **Les autorités considèrent utile de développer des instruments monétaires pour atténuer les pressions inflationnistes en menant conjointement une politique budgétaire plus restrictive.** Les services du FMI les ont engagées à considérer le déploiement de nouveaux instruments comme les réserves obligatoires dans le cadre permis par la loi bancaire, et les titres financiers émis par la banque centrale. Pour préserver l'intégrité de la caisse d'émission qui n'autorise pas le financement du déficit public, les autorités ne favoriseraient pas l'émission de bons du Trésor. La concurrence accrue entre les banques devrait aussi conduire à réduire l'écart entre les taux créditeurs et les taux débiteurs.

23. **Les autorités sont conscientes des défis que pose le développement du système bancaire, particulièrement en ce qui concerne les transactions *off-shore* et islamiques.** Elles voient cette expansion comme un facteur de stimulation de la concurrence entre les banques et d'élargissement de l'offre de produits financiers. Les services du FMI ont rappelé l'importance du renforcement du secteur financier, aussi ont-ils appuyé la demande des autorités pour une évaluation dans le cadre du programme conjoint FMI-Banque mondiale d'évaluation de la stabilité du système financier, prévue à l'automne 2007, afin de recenser les points vulnérables du système bancaire nouvellement élargi et de formuler des recommandations quant à son architecture.

23. **Les autorités conviennent de la nécessité de renforcer la supervision du système bancaire.** Les services du FMI ont souligné qu'il était important i) d'amender la loi bancaire pour y incorporer les normes comptables et réglementaires propres aux banques qui fonctionnent selon les principes islamiques; ii) de pousser les banques à faire une auto-évaluation des risques; iii) d'améliorer la dotation en personnel de la banque centrale de même que les compétences dans le contrôle bancaire et d'établir un plan prévoyant un contrôle plus régulier sur site et sur pièces; iv) de mettre au point un système de détection rapide des vulnérabilités bancaires et des situations de crise; v) d'accorder des agréments bancaires conformément aux principes fondamentaux de Bâle; et vi) d'élaborer un plan

d'action pour traiter rapidement des banques en difficulté. Les autorités ont également l'intention de prendre des mesures pour moderniser le système des paiements.

24. **Les autorités prennent des dispositions pour renforcer la réglementation relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux**, notamment pour y incorporer des références au financement du terrorisme avec l'aide de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime. Le mandat de la cellule de renseignement financier mise en place à la banque centrale depuis 2006 sera également clarifié.

C. Réformes structurelles et stratégie de réduction de la pauvreté

25. **Les discussions sur les questions structurelles ont porté sur les réformes nécessaires pour améliorer la compétitivité et sur la stratégie de réduction de la pauvreté (SRP)**. Les services du FMI, en coordination avec la Banque mondiale, ont insisté sur la nécessité d'élaborer sans délai une stratégie globale dans le secteur de l'énergie pour réduire les coûts de production et à intégrer les différentes initiatives en cours comme la connexion prévue avec le réseau éthiopien, l'installation de parcs à éoliens, le développement de l'énergie géothermique et l'installation possible d'une raffinerie de pétrole. Il est également important de réduire les coûts de l'énergie pour ouvrir aux plus démunis l'accès aux services de base. Les services du FMI ont salué l'adoption du nouveau Code du travail, y voyant un premier pas vers l'assouplissement du marché du travail et ils ont engagé les autorités à accélérer sa pleine mise en œuvre. Les services du FMI ont aussi souligné la nécessité de renforcer l'efficacité du système judiciaire.

26. **Avec l'assistance technique de la Banque mondiale, les autorités sont en train d'achever un rapport d'avancement pour le premier document de stratégie de réduction de la pauvreté couvrant la période 2004-2006**. Un projet de document SRP complet pour la période 2008-2010 devrait être prêt d'ici la fin 2007 et un DSRP complet sera préparé en 2008 à partir du nouveau recensement de la population et les enquêtes sur les revenus et dépenses des ménages.

D. Données et autres questions

27. **Les données fournies suffisent à peine aux fins de la surveillance**. Les faiblesses sont particulièrement notables dans le domaine des comptes nationaux, de la balance commerciale et de la gestion de la dette extérieure. En outre, des données essentielles, notamment sur l'inflation et le budget, sont produites avec un retard considérable. Les services du FMI saluent la soumission de métadonnées par les autorités, ce qui en dernière analyse permettra à Djibouti de participer à la norme générale de diffusion des données (NGDD).

28. **Djibouti a participé, en 2006, à sa première revue de politique commerciale à l'OMC**. Bien que l'OMC ait reconnu quelque progrès, plusieurs points préoccupants ont été soulevés comme le niveau élevé de la taxe sur la consommation qui n'est pas payée sur les

biens et services produits dans le pays. Cette inquiétude devrait être apaisée par l'adoption projetée de la taxe sur la valeur ajoutée d'ici 2008–2009.

29. **Les autorités ont exprimé le souhait de commencer les discussions sur un programme appuyé par la FRPC.** Elles considèrent que ce programme peut renforcer l'intérêt des investisseurs étrangers à l'égard de Djibouti et contribuer à mobiliser l'aide des donateurs à la lutte contre la pauvreté.

IV. ÉVALUATION DES SERVICES

30. **Les perspectives de croissance à moyen terme sont favorables, mais risquent de ne pas suffire à réduire sensiblement le chômage et la pauvreté.** La stratégie de promotion de l'investissement direct étranger commence à porter ses fruits, mais il est crucial d'entreprendre des réformes à l'appui de la compétitivité de Djibouti et de mener des politiques économiques prudentes pour assurer une croissance diversifiée et génératrice de suffisamment d'emplois. Il importe d'agir sur ces fronts dans le cadre de la nouvelle Initiative nationale pour le développement social.

31. **Pour contenir les pressions inflationnistes et assurer la viabilité du budget et de la dette, il faudra suivre une orientation budgétaire prudente.** En raison de l'érosion de la base imposable du fait du régime applicable à la zone franche, il est essentiel d'augmenter les recettes en simplifiant le système fiscal, en réduisant les exonérations et en préparant effectivement la mise en place de la TVA. La masse salariale devrait être progressivement réduite par la poursuite résolue de la réforme de la fonction publique, notamment en éliminant tous les travailleurs fantômes et en instaurant des contrôles significatifs à l'embauche. Il est également essentiel de renforcer la gestion de la dette dans la période à venir vu le risque élevé de surendettement.

32. **Une plus grande discipline et transparence budgétaires s'imposent par une stricte adhésion au budget.** Il est particulièrement important de respecter le plafonnement budgétaire des dépenses vu le risque lié aux pertes éventuelles de la compagnie d'électricité. La gestion de trésorerie doit également être largement améliorée et il faut éviter d'accumuler de nouveaux arriérés intérieurs ou extérieurs.

33. **L'expansion rapide du système financier devrait conduire à plus de concurrence, mais elle exigera un renforcement du rôle de la banque centrale.** Il est essentiel, en particulier, que la banque centrale renforce sensiblement ses capacités de supervision et que les lois régissant la banque centrale et le système bancaire soient adaptées au déploiement de nouveaux instruments financiers. La banque centrale devrait aussi commencer à mettre au point des instruments de politique monétaire.

34. **Les services s'associent à la décision des autorités de maintenir l'arrimage au dollar conformément au régime de caisse d'émission** — plutôt que d'évoluer vers une politique de taux de change plus souple — compte tenu du haut degré de dollarisation de

l'économie, des limites du marché financier national et du manque d'instruments monétaires. Toutefois, si elle s'est améliorée ces dernières années, la compétitivité de l'économie doit être encore renforcée par des mesures macroéconomiques et des réformes structurelles. Ces dernières devraient inclure, entre autres, l'adoption d'une stratégie pour réduire les coûts de production de l'électricité, la pleine mise en œuvre du nouveau code du travail par l'aboutissement de conventions collectives sectorielles, l'amélioration du fonctionnement du système judiciaire et la bonne gouvernance.

35. **L'amélioration de l'appareil statistique est essentielle pour faciliter l'élaboration et le suivi des politiques macroéconomiques.** Le recensement de la population et les enquêtes sur le marché du travail et sur les revenus et les dépenses des ménages qu'il est prévu de réaliser devraient faciliter considérablement la définition d'une stratégie effective de lutte contre la pauvreté et de réduction du chômage.

36. **En ce qui concerne le souhait des autorités d'entamer des discussions sur un programme appuyé par la FRPC, les services conviennent que ce programme renforcerait les perspectives de réformes structurelles.** Les discussions pourraient commencer une fois respectés les principaux repères structurels qui n'avaient pas été tenus sous le programme de référence de 2005 et dès que les autorités auront préparé une stratégie de réformes à moyen terme, mais pour s'entendre sur un nouvel accord éventuel au titre de la FRPC il faudrait que les autorités produisent un nouveau DSRP et qu'il y ait une entente sur les mesures propres à améliorer la production de données, à renforcer la discipline budgétaire et à accroître la compétitivité extérieure.

37. Il est proposé que les prochaines consultations avec Djibouti au titre de l'Article IV aient lieu conformément au cycle normal de 12 mois.

Tableau 1. Djibouti — Indicateurs économiques et financiers synthétiques, 2003–07

(Quote-part : DTS 15,9 millions)
 (PIB par habitant : 894 dollars EU)
 (Taux de chômage : 56 % (2002))
 (Taux de pauvreté : 42 % (2002))

	2003	2004	2005	2006	2007
			Prel.	Prel.	Proj.
Comptes nationaux					
PIB nominal en millions de francs Djibouti	111.530	118.400	125.976	136.803	148.380
PIB nominal par habitant (dollars EU)	820	855	894	947	1.002
PIB réel par habitant	538	544	552	564	577
PIB réel par habitant (variation annuelle en pourcentage)	1,2	1,1	1,4	2,3	2,2
PIB réel (variation annuelle en pourcentage)	3,2	3,0	3,2	4,8	4,8
Prix à la consommation (en moyenne annuelle)	2,0	3,1	3,1	3,6	3,5
(en pourcentage du PIB)					
Investissement et épargne					
Total des investissements en capital fixe	18,9	21,5	19,0	29,5	38,1
Privés	12,2	13,8	9,7	22,0	25,6
Publics	6,7	7,7	9,3	7,5	12,4
Épargne nationale brute	22,3	20,2	20,1	20,7	24,2
Solde épargne/investissements	3,4	-1,3	1,2	-8,9	-13,9
Opérations budgétaires					
Total des recettes et des dons	34,0	35,6	37,1	35,0	35,0
<i>dont : recettes fiscales</i>	20,6	20,0	20,0	20,3	19,6
Dépenses et capacité de financement	36,3	37,5	36,8	37,4	38,4
Dépenses courantes	29,6	29,8	27,5	29,8	26,0
Dépenses d'investissement	6,7	7,7	9,3	7,5	12,4
Solde (base ordre de paiement)	-2,3	-1,9	0,2	-2,4	-3,4
Financement intérieur	0,2	0,4	-0,3	-0,6	-0,9
Financement extérieur 1/	4,7	2,7	2,9	2,7	5,0
Variation des arriérés intérieurs et extérieurs (diminution -) 2/	-2,7	-1,1	-2,4	0,2	-0,8
Solde primaire	-1,9	-1,6	0,7	-1,9	-2,9
Solde budgétaire de base (hors les apports de la France et des États-Unis) 3/	-4,2	-5,2	-2,0	-7,1	-3,7
Solde budgétaire de base (apports de la France et des États-Unis inclus) 3/	0,8	1,1	4,6	0,9	3,6
(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)					
Secteur monétaire					
Avoirs extérieurs nets	26,8	18,6	12,0	15,3	14,7
Avoir intérieurs nets	-5,8	-2,7	8,7	-11,9	2,3
<i>dont : créances sur l'administration centrale (net)</i>	6,8	12,7	-4,9	-14,3	-24,0
<i> créances sur l'économie</i>	-2,9	-0,5	1,0	8,3	13,0
Masse monétaire au sens large	17,8	13,9	11,3	10,2	12,9
Vitesse de circulation de la masse monétaire au sens large (ratio)	1,4	1,3	1,3	1,3	1,2
Taux d'intérêt des prêts commerciaux (en pourcentage)	11,9	11,9	12,6	...	...
Indice du marché boursier	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
(en millions de dollars EU, sauf indication contraire)					
Secteur extérieur					
Exportation de biens et services	253,0	250,7	287,9	306,7	484,1
Importations de biens et services	-308,3	-338,6	-361,1	-440,8	-654,2
Balance des transactions courantes	21,5	-8,7	8,3	-68,3	-116,0
(en pourcentage du PIB)	3,4	-1,3	1,2	-8,9	-13,9
Solde des opérations de biens et services	-55,3	-87,9	-73,2	-134,1	-170,1
Stock de la dette extérieure publique et garantie par l'État 4/	419,1	455,6	428,9	427,4	485,7
(en pourcentage du PIB)	66,8	68,4	60,5	55,5	58,2
Réserves officielles brutes	100,9	94,2	87,7	117,3	133,1
(en mois d'importation des biens et services)	3,9	3,3	2,9	3,2	2,4
Pour mémoire :					
Couverture caisse d'émission (en pourcentage) 5/	113,9	116,4	107,6	108,7	107,7
Taux de change (FD/US\$) fin de période	177,7	177,7	177,7	...	...
Taux de change effectif réel (moyenne annuelle ; 2000 = 100)	93,2	89,8	88,8	87,8	...
(Variation en pourcentage fin d'année ; dépréciation -)	-9,3	-3,6	-1,1	-1,1	...

Sources : autorités de Djibouti; estimations et projections des services du FMI.

1/ Comprend les arriérés extérieurs sur principal.

2/ Les arriérés intérieurs comprennent les arriérés sur les salaires et les arriérés aux fournisseurs publics et privé de biens et services, aux caisses de retraite et aux entreprises publiques. Les arriérés extérieurs ne portent que sur les intérêts (les arriérés sur le principal sont comptabilisés comme un "financement extérieur").

3/ Défini comme le revenu intérieur moins les dépenses financées sur les ressources intérieures

4/ Comprend les arriérés extérieurs et la dette due à l'Italie et à l'Espagne.

5/ Avoirs extérieurs bruts de la Banque centrale de Djibouti (BCD), en pourcentage des exigibilités monétaires (réserves et dépôts de l'État auprès de la BCD).

Tableau 2. Djibouti — Opérations budgétaires de l'administration centrale, 2003–07

(en millions francs Djibouti)

	2003	2004	2005	2006	2007
				Prél.	Proj. 1/
Recettes et dons	37,966	42,156	46,714	47,866	52,000
Recettes fiscales 2/	22,930	23,640	25,133	27,814	29,059
Impôts directs	10,282	11,042	11,573	13,190	13,796
Impôts indirects et autres taxes	12,648	12,598	13,560	14,624	15,263
Recettes non fiscales (intérieures)	2,711	2,921	5,552	3,849	3,623
Apports de la France et des Etats-Unis	5,583	7,502	8,246	10,926	10,926
Dons	6,742	8,093	7,783	5,277	8,393
Investissements	849	3,499	4,757	1,720	5,551
Dépenses courantes	4,543	4,543	3,026	1,926	2,842
Soutien budgétaire	1,350	51	0	1,631	0
Dépenses totales	40,491	44,399	46,410	51,118	57,010
Dépenses courantes	33,055	35,282	34,699	40,816	38,558
Salaires et dépenses connexes	17,338	17,933	18,607	19,926	20,533
Salaires et cotisations sociales	15,819	16,291	16,862	17,879	18,432
Aides au logement 3/	1,519	1,642	1,745	2,047	2,102
Biens et services	7,992	9,354	7,653	12,359	9,065
Dépenses fonction publique 4/	5,783	6,516	5,439	9,264	6,115
Dépenses forces armées	2,209	2,838	2,214	3,095	2,950
Maintenance	480	695	640	660	680
Transferts 5/	3,385	3,358	3,294	4,470	3,984
Intérêts	389	403	543	612	712
Dépenses courantes financées sur ressources extérieures	3,471	3,539	3,961	2,789	2,842
Dépenses d'investissement	7,436	9,117	11,711	10,302	18,452
Financées sur ressources intérieures	2,224	2,501	3,504	4,528	3,645
Financées sur ressources extérieures	5,212	6,616	8,207	5,774	14,807
Dons	849	3,499	4,757	1,720	5,551
Prêts	4,363	3,117	3,450	4,054	9,256
Solde global (base engagements)	-2,525	-2,243	304	-3,252	-5,010
Variation des arriérés (paiements en liquide = -)	-3,031	-1,265	-3,054	219	-1,200
Arriérés intérieurs	-3,065	-1,251	-3,151	259	-1,200
Arriérés extérieurs (intérêts)	34	-14	97	-40	0
Solde global (base caisse)	-5,556	-3,508	-2,750	-3,033	-6,210
Financement	5,556	3,508	2,750	3,033	6,210
Financement intérieur (net)	212	518	-363	-840	-1,278
Financement bancaire	308	614	-267	-744	-1,182
Banque centrale	477	905	-78	-1,117	-949
Banques commerciales	-169	-291	-189	373	-233
Financement non bancaire	-96	-96	-96	-96	-96
Financement extérieur (net)	5,257	3,221	3,594	3,756	7,488
Décaissements	5,697	3,875	4,385	4,917	9,256
Amortissement	-440	-654	-791	-1,161	-1,768
Obligations courantes	-645	-724	-1,152	-1,181	-1,351
Variation nette des arriérés 6/	205	70	361	20	-418
Besoin de financement/résiduel	87	-231	-481	117	0
<i>Pour mémoire :</i>					
Balance primaire	-2,136	-1,840	847	-2,640	-4,298
Solde budgétaire de base (hors des apports de la France et des États-Unis) 7/	-4,650	-6,166	-2,457	-9,742	-5,529
Solde budgétaire de base (apports de la France et des États-Unis inclus) 7/	933	1,336	5,789	1,184	5,396
Recettes intérieures	25,641	26,561	30,685	31,663	32,682
Dépenses financées sur ressources intérieures	30,291	32,727	33,142	41,405	38,211
Recettes provenant des bases militaires	5,583	7,502	8,246	10,926	10,926

Sources : autorités de Djibouti; estimations et projections des services du FMI.

1/ Les projections sont basées sur le budget 2007.

2/ Hors apport de la France

3/ Antérieurement incluses dans les transferts

4/ Les estimations pour 2006 sont provisoires et reflètent principalement les dépenses liées à la réunion du COMESA en novembre 2006. Certaines de ces dépenses pourraient être reclassées comme dépenses d'investissement

5/ Hors aides au logements. En 2006, sont incluses les aides à EDD de 500 millions FD pour couvrir les pertes de 2005. Il n'est pas prévu de renouveler ces aides à moyen terme car l'EDD a l'intention de contenir ses coûts en achetant les combustibles à des prix préférentiels aux donateurs arabes, comme en 2006, et en développant d'autres sources d'énergie.

6/ Pour 2007, on suppose que l'État remboursera tous les arriérés en cours sauf ceux concernant la dette à l'Espagne et à l'Italie qui n'a pas été restructurée.

7/ Défini comme étant les recettes intérieures moins les dépenses financées sur ressources intérieures.

Tableau 3. Djibouti — Opérations budgétaires de l'administration centrale, 2003–07
(en pourcentage du PIB)

	2003	2004	2005	2006	2007
				Prel.	Proj. 1/
Recettes et dons	34.0	35.6	37.1	35.0	35.0
Recettes fiscales 2/	20.6	20.0	20.0	20.3	19.6
Impôts directs	9.2	9.3	9.2	9.6	9.3
Impôts indirects et autres taxes	11.3	10.6	10.8	10.7	10.3
Recettes non fiscales (intérieures)	2.4	2.5	4.4	2.8	2.4
Apports de la France et des États-Unis	5.0	6.3	6.5	8.0	7.4
Dons	6.0	6.8	6.2	3.9	5.7
Dépenses totales	36.3	37.5	36.8	37.4	38.4
Dépenses courantes	29.6	29.8	27.5	29.8	26.0
Salaires et dépenses connexes	15.5	15.1	14.8	14.6	13.8
Salaires et cotisations sociales	14.2	13.8	13.4	13.1	12.4
Aides au logement 3/	1.4	1.4	1.4	1.5	1.4
Biens et services	7.2	7.9	6.1	9.0	6.1
Dépenses fonction publique 4/	5.2	5.5	4.3	6.8	4.1
Dépenses forces armées	2.0	2.4	1.8	2.3	2.0
Maintenance	0.4	0.6	0.5	0.5	0.5
Transferts 5/	3.0	2.8	2.6	3.3	2.7
Interêts	0.3	0.3	0.4	0.4	0.5
Dépenses courantes financées sur ressources extérieures	3.1	3.0	3.1	2.0	1.9
Dépenses d'investissement	6.7	7.7	9.3	7.5	12.4
Financées sur ressources intérieures	2.0	2.1	2.8	3.3	2.5
Financées sur ressources extérieures	4.7	5.6	6.5	4.2	10.0
Dons	0.8	3.0	3.8	1.3	3.7
Prêts	3.9	2.6	2.7	3.0	6.2
Solde global (base engagement)	-2.3	-1.9	0.2	-2.4	-3.4
Variation des arriérés (paiements en liquide = -)	-2.7	-1.1	-2.4	0.2	-0.8
Arriérés intérieurs	-2.7	-1.1	-2.5	0.2	-0.8
Arriérés extérieurs (intérêts)	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0
Solde global (base caisse)	-5.0	-3.0	-2.2	-2.2	-4.2
Financement	5.0	3.0	2.2	2.2	4.2
Financement intérieur (net)	0.2	0.4	-0.3	-0.6	-0.9
Financement bancaire	0.3	0.5	-0.2	-0.5	-0.8
Banque centrale	0.4	0.8	-0.1	-0.8	-0.6
Banques commerciales	-0.2	-0.2	-0.2	0.3	-0.2
Financement non bancaire	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1	-0.1
Financement extérieur (net)	4.7	2.7	2.9	2.7	5.0
Décaissements	5.1	3.3	3.5	3.6	6.2
Amortissements	-0.4	-0.6	-0.6	-0.8	-1.2
Obligations courantes	-0.6	-0.6	-0.9	-0.9	-0.9
Variation nette des arriérés 6/	0.2	0.1	0.3	0.0	-0.3
Besoin de financement/résiduel	0.1	-0.2	-0.4	0.1	0.0
<i>Pour mémoire :</i>					
PIB	111,530	118,400	125,976	136,803	148,380
Solde primaire	-1.9	-1.6	0.7	-1.9	-2.9
Solde budgétaire de base (hors apports de France et des États-Unis) 7/	-4.2	-5.2	-2.0	-7.1	-3.7
Solde budgétaire de base (apports de la France et des États-Unis) 7/	0.8	1.1	4.6	0.9	3.6
Recettes intérieures	23.0	22.4	24.4	23.1	22.0
Dépenses financées sur ressources intérieures	27.2	27.6	26.3	30.3	25.8
Recettes provenant des bases militaires	5.0	6.3	6.5	8.0	7.4

: Sources : autorités de Djibouti; estimations et projections des services du FMI

1/ Les projections sont basées sur le budget 2007.

2/ Hors apport de la France.

3/ Antérieurement incluses dans les transferts

4/ Les estimations pour 2006 sont provisoires et reflètent principalement les dépenses liées à la réunion du COMESA en novembre 2006. Certaines de ces dépenses pourraient être reclassées comme dépenses d'investissement.

5/ Hors aides au logements. En 2006, sont incluses les aides à EDD de 500 millions FD pour couvrir les pertes de 2005. Il n'est pas prévu de renouveler ces aides à moyen terme car l'EDD a l'intention de contenir ses coûts en achetant les combustibles à des prix préférentiels aux donateurs arabes, comme en 2006, et en développant d'autres sources d'énergie.

6/ Pour 2007, on suppose que l'État remboursera tous les arriérés en cours sauf ceux concernant la dette à l'Espagne et à l'Italie qui n'a pas été restructurée.

7/ Défini comme étant les recettes intérieures moins les dépenses financées sur ressources intérieures.

Tableau 4. Djibouti — Situation monétaire et indicateurs du secteur bancaire, 2003–07

(fin de période, en millions de francs Djibouti, sauf indication contraire)

	2003	2004	2005	2006	2007
				Prél.	Proj.
Masse monétaire au sens large	77.057	87.754	97.709	107.718	121.623
Monnaie en circulation	11.113	12.358	13.272	15.445	17.076
Dépôts	65.944	75.396	84.437	92.273	104.547
Dépôts à vue	31.737	35.085	34.456	40.924	46.368
francs Djibouti	21.072	23.721	23.746	26.371	29.879
Devises	10.665	11.364	10.710	14.553	16.489
Dépôts à terme	34.207	40.311	49.981	51.349	58.179
francs Djibouti	11.765	9.099	10.850	13.743	15.571
Devises	22.442	31.212	39.131	37.606	42.608
Avoirs extérieurs nets	59.947	71.101	79.604	91.766	105.301
Banque centrale	13.775	12.290	11.241	16.954	20.391
Avoirs	17.940	16.736	15.581	20.843	23.655
Engagements	4.165	4.446	4.340	3.889	3.264
Banques commerciales	46.172	58.811	68.363	74.812	84.910
Avoirs	52.636	66.261	76.533	85.301	95.504
Engagements	6.464	7.450	8.170	10.489	10.594
Avoirs intérieurs nets	17.110	16.653	18.105	15.952	16.322
Créances sur l'État (net)	4.845	5.459	5.192	4.448	3.380
Banque centrale	3.539	4.444	4.366	3.249	2.300
Banques commerciales	1.306	1.015	826	1.199	966
Créances sur le secteur non public	26.226	26.090	26.346	28.523	32.231
Entreprises publiques	1.259	1.099	1.064	951	951
Secteur privé	24.967	24.991	25.282	27.572	31.280
Compte de capital	-10.477	-9.309	-8.471	-8.687	-8.687
Autres (net)	-3.484	-5.587	-4.962	-8.332	-10.602
	(Variation par rapport à l'année précédente; en pourcentage de la masse monétaire au sens large)				
Masse monétaire au sens large	17,8	13,9	11,3	10,2	12,9
Monnaie en circulation	1,4	1,6	1,0	2,2	1,5
Dépôts à vue	9,8	4,3	-0,7	6,6	5,1
Dépôts à terme	6,5	7,9	11,0	1,4	6,3
Avoirs extérieurs nets	19,4	14,5	9,7	12,4	12,6
Banque centrale	5,4	-1,9	-1,2	5,8	3,2
Banques commerciales	14,0	16,4	10,9	6,6	9,4
Avoirs intérieurs nets	-1,6	-0,6	1,7	-2,2	0,3
dont : créances sur l'État (net)	0,5	0,8	-0,3	-0,8	-1,0
créances sur le secteur non public	-1,2	-0,2	0,3	2,2	3,4
<i>Pour mémoire :</i>					
Autorités monétaires :					
Réserves internationales nettes (millions de dollars EU)	12,2	13,3	6,3	9,4	9,5
Avoirs extérieurs bruts (AEB) (millions de dollars EU.)	100,9	94,2	87,7	117,3	133,1
AEB en pourcentage des dépôts en devises auprès des banques	54,2	39,3	31,3	40,0	40,0
AEB en pourcentage du total des dépôts auprès des banques	27,2	22,2	18,5	22,6	22,6
Système bancaire:					
Part des dépôts en devises/ dépôts totaux	50,2	56,5	59,0	56,5	56,5
Ratio avoirs extérieurs des banques commerciales/engagements	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4
Multiplicateur monétaire	5,1	6,2	6,8	5,9	5,9
Multiplicateur monétaire (hors dépôts en devises)	2,9	3,2	3,3	3,1	3,0
Vitesse de circulation de la monnaie	1,4	1,3	1,3	1,3	1,2
Vitesse de circulation de la monnaie (hors dépôts en devises)	2,5	2,6	2,6	2,5	2,4

Sources : autorités de Djibouti; estimations et projections des services du FMI.

Tableau 5. Djibouti — Balance des paiements, 2003–11

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
			Prél.			Projections			
Compte courant (y compris les dons)	21	-9	8	-68	-116	-155	-181	-178	-168
(en pourcentage du PIB)	3,4	-1,3	1,2	-8,9	-13,9	-16,9	-17,9	-15,9	-13,7
Balance des biens et services	-55	-88	-73	-134	-170	-219	-229	-216	-212
(en pourcentage du PIB)	-8,8	-13,2	-10,3	-17,4	-20,4	-24,0	-22,6	-19,3	-17,4
Crédit	253	251	288	307	484	604	769	912	1.039
Exportations de biens, f.à.b. 1/	37	38	40	50	146	237	317	403	480
Exportations de services 2/	216	213	248	257	338	367	451	509	559
dont : services aux bases militaires étrangères	128	126	154	155	216	223	230	237	245
transport maritime	39	38	43	48	60	69	123	144	164
Débit	-308	-339	-361	-441	-654	-823	-997	-1.127	-1.252
Importations de biens, f.à.b. 3/	-238	-261	-277	-346	-514	-649	-796	-902	-1.002
dont : biens d'investissement	-61	-90	-74	-199	-185	-207	-245	-236	-225
bétail	...	...	...	...	-81	-165	-241	-318	-388
Importations de services	-70	-77	-84	-95	-140	-174	-201	-226	-250
Revenu net de l'étranger 4/	51	65	67	85	64	74	57	49	57
dont : revenu lié à la location des bases militaires	31	42	46	61	61	63	63	63	64
Transferts courants nets de l'étranger	26	14	14	-19	-10	-10	-9	-11	-13
Privés (net)	-14	-14	-14	-37	-38	-39	-41	-42	-44
dont : envois de fonds non enregistrés des travailleurs (net)	-12	-12	-12	-36	-37	-38	-39	-41	-42
Officiels (net)	40	28	28	18	28	30	31	31	31
Compte de capital et d'opérations financières	-6	1	-1	99	132	185	211	202	199
Transferts nets en capital	-7	20	27	10	34	20	23	23	23
Privés (net) 6/	-12	0	0	0	0	0	0	0	0
Officiels (net)	5	20	27	10	34	20	23	23	23
Investissements nets en portefeuille	0	0	0	0	-39	-12	-33	-31	-17
Investissements directs étrangers 7/	14	39	22	108	135	135	156	177	199
Secteur public (net)	38	14	4	18	58	103	133	95	52
Décassements	53	31	23	36	79	124	153	116	76
Remboursements	-15	-17	-19	-18	-21	-21	-20	-21	-25
Banques commerciales (= augmentation des AEN)	-51	-71	-54	-36	-57	-60	-68	-61	-57
Erreurs et omissions	-16	-10	-13	-15	0	0	0	0	0
Solde global (déficit -)	-1	-17	-6	16	16	30	30	24	31
Financement	1	17	6	-16	-16	-30	-30	-24	-31
Mouvements monétaires (augmentation -) 8/	-28	7	6	-32	-19	-34	-34	-28	-35
Financement exceptionnel 9/	29	10	0	17	4	4	4	4	4
Pour mémoire :									
Exportations de la zone franche	0	0	0	0	0	38	95	189	265
Avoirs extérieurs bruts de la Banque centrale	101	94	88	117	133	163	193	218	250
Dette extérieure officielle (y compris les entreprises publiques)									
en millions de dollars EU	419	456	429	427	486	588	721	816	869
en pourcentage du PIB	66,8	68,4	60,5	55,5	58,2	64,3	71,3	73,1	71,0
en pourcentage des exportations de biens et services	165,6	181,7	149,0	139,4	100,3	97,3	93,8	89,5	83,6
Avoirs extérieurs nets (en pourcentage du PIB) 10/	-13,0	-8,3	2,7	11,6	12,8	10,8	6,7	5,6	8,3
Service de la dette 11/									
en millions de dollars États-Unis	19	23	26	25	28	29	30	33	39
en pourcentage du PIB	3,0	3,4	3,7	3,2	3,4	3,2	2,9	3,0	3,2
en pourcentage des exportations de biens et services	7,5	9,1	9,0	8,1	5,8	4,8	3,9	3,6	3,7

Sources : autorités de Djibouti; estimations et projections du FMI.

1/ L'augmentation depuis 2007 provient d'une amélioration des exportations de bétail et de poisson.

2/ Valeur ajoutée produite dans la zone franche incluse

3/ L'augmentation des importations au cours de la période de projection est due à l'augmentation des investissements dans les installations du nouveau port et à la zone franche ainsi qu'aux importations de bétail dans un but de réexportation.

4/ Apports de la France et des États-Unis pour les bases militaires compris.

5/ Précédemment décomptés comme erreurs et omissions.

6/ Les sorties en 2003 sont dues au rapatriement exceptionnel des immigrés clandestins (estimations des autorités).

7/ Reflète l'IDE dans le terminal pétrolier, les nouvelles installations portuaires, la zone franche et autres projets (hôtels, exportations de bétail, etc).

8/ Remboursements au FMI compris.

9/ Y compris les variations des obligations à échéance dépassée et non encore échues, l'allègement de la dette garantie et le financement des programmes du FMI, du FMA, de la Banque mondiale et de la BAfD. Les valeurs positives après 2006 sont liées à l'accumulation d'arriérés sur le service de la dette à l'Espagne qui fait l'objet d'un litige.

10/ Egal aux AEN du système bancaire moins la dette extérieure brute.

11/ Fondé sur les obligations après rééchelonnement

Tableau 6. Djibouti — Projections macroéconomiques à moyen-terme, 2005–11

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Prov.	Prov.	Projections				
Comptes nationaux							
PIB nominal (en millions de francs Djibouti)	125,976	136,803	148,380	162,401	179,845	198,430	217,537
PIB nominal par habitant (en dollars EU)	894	947	1,002	1,070	1,156	1,244	1,331
PIB réel par habitant	552	564	577	595	621	646	668
PIB réel par habitant (variation annuelle en pourcentage)	1.4	2.3	2.2	3.2	4.4	4.0	3.3
PIB réel (variation annuelle en pourcentage)	3.2	4.8	4.8	5.7	7.0	6.6	5.9
Prix à la consommation (moyenne annuelle)	3.1	3.6	3.5	3.5	3.5	3.5	3.5
	(en pourcentage du PIB)						
Investissement et épargne							
Total investissement de capital fixe	19.0	29.5	38.1	39.0	41.5	37.3	33.5
Privé	9.7	22.0	25.6	26.7	31.6	29.2	27.5
Public	9.3	7.5	12.4	12.3	9.9	8.0	6.0
Épargne nationale brute	20.1	20.7	24.2	22.1	23.7	21.4	19.8
Solde épargne/ investissement	1.2	-8.9	-13.9	-16.9	-17.9	-15.9	-13.7
Opérations du budget							
Total des recettes et dons	37.1	35.0	35.0	31.4	30.2	29.2	27.9
<i>dont</i> : recettes fiscales	20.0	20.3	19.6	19.1	18.7	18.1	17.7
Dépenses et prêts nets	36.8	37.4	38.4	36.7	33.5	31.0	27.8
Dépenses courantes	27.5	29.8	26.0	24.4	23.6	23.0	21.8
Dépenses encapital	9.3	7.5	12.4	12.3	9.9	8.0	6.0
Solde (base ordonnancements)	0.2	-2.4	-3.4	-5.4	-3.3	-1.8	0.1
Financement intérieur	-0.3	-0.6	-0.9	-1.0	-0.8	-0.6	-0.5
Financement extérieur 1/	2.9	2.7	5.0	7.1	4.8	3.0	0.9
<i>dont</i> : nouveaux décaissements	3.5	3.6	6.2	8.1	5.6	3.9	2.0
Variation des arriérés intérieurs et extérieurs (diminution -) 2/	-2.4	0.2	-0.8	-0.7	-0.7	-0.6	-0.6
Solde primaire	0.7	-1.9	-2.9	-4.9	-2.8	-1.3	0.7
Solde budgétaire de base (hors apports de la France et des États-Unis) 3/	-2.0	-7.1	-3.7	-3.5	-3.2	-3.0	-2.6
Solde budgétaire de base (y compris les apports de la France et des États-Unis) 3/	4.6	0.9	3.6	3.4	3.0	2.6	2.6
	(en millions de dollars EU, sauf indication contraire)						
Secteur extérieur							
Exportations de biens et services	287.9	306.7	484.1	604.1	768.7	911.8	1,039.4
Importations de biens et services	-361.1	-440.8	-654.2	-823.1	-997.3	-1,127.3	-1,251.9
Balance des transactions courantes	8.3	-68.3	-116.0	-154.7	-181.1	-177.6	-167.8
(en pourcentage du PIB)	1.2	-8.9	-13.9	-16.9	-17.9	-15.9	-13.7
Solde des opérations de biens et services	-73.2	-134.1	-170.1	-219.0	-228.6	-215.5	-212.5
Réserves officielles brutes	87.7	117.3	133.1	163.3	192.9	218.2	249.9
(en mois d'importations de biens et services)	2.9	3.2	2.4	2.4	2.3	2.3	2.4

Sources : autorités de Djibouti; estimations et projections des services du FMI.

1/ Comprend les arriérés extérieurs sur principal.

2/ Les arriérés intérieurs comprennent les arriérés sur les salaires et les arriérés aux fournisseurs de biens et services publics et privés, aux caisses de retraite, aux entreprises publiques. Les arriérés extérieurs portent sur les intérêts seulement (les arriérés sur le principal sont comptabilisés comme un "financement extérieur").

3/ Défini comme le revenu intérieur moins les dépenses financées sur les ressources intérieures.

Tableau 7. Djibouti — Indicateurs de stabilité financière
(en pourcentage, sauf indication contraire)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Niveau suffisant de fonds propres							
Capital au sens strict sur les actifs pondérés en fonction des risques	17,3	18,5	21,7	19,1	15,0	15,7	17,4
Capital permanent sur actifs pondérés en fonction des risques	2,3	2,6	2,5	2,7	2,1	2,0	1,7
Capital total déclaré sur actifs pondérés en fonction des risques (K1-1)	114,2	99,5	96,5	104,5	101,5	106,2	102,7
Qualité des actifs 1/							
Prêts improductifs sur prêts bruts	17,8	23,4	25,5	25,3	24,9	24,0	21,4
Prêts improductifs nets des provisions au capital	49,6	50,4	59,0	60,5	67,0	73,7	69,6
Provisions aux prêts improductifs	54,7	55,5	52,3	52,5	55,1	56,6	57,4
Banques excédant la limite maximale pour un seul emprunteur 2/	1	0	0	2	1	0	1
Gains et rentabilité							
Rendement déclaré des actifs (RDA) 3/	4,8	4,2	2,1	2,8	2,1	1,9	1,9
Rendement déclaré des capitaux propres (RCP) 3/	13,1	11,7	7,9	8,5	21,1	28,2	52,4
Marge des intérêts sur produit brut	33,5	31,7	26,3	22,3	22,7	40,5	...
Dépenses ne portant pas d'intérêt sur produit brut	59,0	60,0	64,7	71,2	72,2	56,4	...
Dépenses salariales sur dépenses ne portant pas d'intérêt	60,9	62,9	61,8	60,7	54,0	59,1	...
Liquidité							
Actifs liquides sur total des actifs	44,4	54,6	60,8	66,3	70,3	72,8	73,4
Actifs liquides sur les engagements à court terme	284,4	455,0	490,3	722,2	710,7	736,3	627,1
Actifs liquides sur les dépôts à vue et à terme	164,0	180,1	188,7	175,8	209,1	226,6	218,5
Actifs liquide sur total des dépôts	60,6	72,9	78,3	81,9	84,9	87,0	88,1
Sensibilité aux risques du marché							
position ouverte nette en devises sur capital	77,4	79,1	66,8	63,3	80,1	101,5	84,9

Sources : banque centrale de Djibouti et estimations des services du FMI.

1/ Les prêts improductifs se déclinent en trois catégories : à surveiller, douteux et non rentables.

2/ La limite maximale pour un seul emprunteur est définie comme étant de 25 % du capital (K3-1).

3/ À partir de 2000-03, déclaration de trois banques ; à partir de 2004, déclaration de deux banques.

Tableau 8. Djibouti — Objectifs indicatifs révisés dans le programme de référence
(en millions de francs Djibouti, sauf indication contraire)

	Flux cumulés à partir de janvier 2005 (sauf indication contraire)								
	Mar. 31		Juin 30		Sept. 30		Déc. 31		
	Réel.	Prog.	Réel.	Prog.	Réel.	Prog.	Réel.	Prog.	
1. Plafonnement de la masse salariale	3.918	12.353	8.438	12.242	12.242	16.870	16.862	16.870	16.862
2. Plafonnement des dépenses de biens, services et transferts financés sur ressources intérieures	3.487	9.527	6.575	8.752	8.752	11.909	11.592	11.909	11.592
3. Plafonnement du déficit budgétaire de base (hors recettes de la France et des États-Unis aux bases militaires)	-2.386	-4.115	-3.087	-2.732	-2.732	-4.733	-2.457	-4.733	-2.457
4. Plafonnement des crédits nets des banques commerciales à l'État	-86	-201	-409	-280	-280	-201	-189	-201	-189
5. Plafonnement des crédits nets de la Banque centrale à l'État	-16	-150	-235	77	77	-322	-78	-322	-78
6. Plancher des remboursements des arriérés intérieurs	-267	0	85	-1.054	-1.054	-730	-3.151	-730	-3.151
7. Plancher couverture caisse d'émission	115,4	100,0	109,8	106,8	106,8	100,0	107,6	100,0	107,6
8. Plafonnement de l'accumulation de nouveaux arriérés intérieurs	1.183	0,0	1.164	1.136	1.136	0,0	1.176	0,0	1.176
9. Plafonnement de l'accumulation de nouveaux arriérés extérieurs (sauf ceux dus à l'Italie)	...	0,0	...	662	662	0,0	870	0,0	870
10. Plafonnement de prêts assortis de conditions non libérales	...	0,0	...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Sources : autorités de Djibouti et estimations des services du FMI.

Tableau 9. Djibouti — Repères structurels pour le programme de référence juillet–décembre 2005 1/		
Réformes structurelles	Adoption prévue	Avancement
Publication du rapport 2003 de la Chambre des comptes et de discipline budgétaire au <i>Journal Officiel</i> .	Fin septembre 2005	Effectuée.
Publication d'un rapport détaillé sur les dépenses sociales prioritaires pour 2004 sur le site Internet du Ministère des Finances.	Fin septembre 2005	Effectuée.
Adoption du nouveau Code du travail par l'Assemblée Nationale.	Fin décembre 2005	Effectuée : Code adopté par l'Assemblée nationale en décembre 2005 et publié au <i>JO</i> le 28 février 2006.
Publication des rapports financiers 2004 certifiés des entreprises publiques (Djibouti Télécom, EDD et ONED)		Partiellement effectuée. Rapports financiers approuvés par le Conseil d'administration, mais pas encore affichés intégralement sur le site Internet du FMI.
Achèvement du projet visant à unifier et simplifier le système d'exonérations fiscales en fusionnant les différents régimes fiscaux préférentiels et en incluant les exonérations restantes dans le Code général des impôts.	Fin décembre 2005	Partiellement terminé. Coordination du Code des investissements et du Code général des impôts terminée. Les textes sur l'investissement doivent encore être harmonisés et les exonérations accordées par décret spécial avant la mise en place de la TVA doivent être supprimées.
Achèvement du fichier unique des fonctionnaires en 2005 et adoption en 2006.	Fin décembre 2005	Partiellement terminé. L'application informatique semble avoir été achevée et testée. Toutefois, la solde et les registres des fonctionnaires ne sont pas encore intégrés. L'achèvement est prévu pour le premier semestre 2007.
Achèvement de l'informatisation de la chaîne des dépenses.	Fin décembre 2005	Partiellement terminée. Un nouveau logiciel (WMONEY) apparemment utilisé au MF. Il reste à mettre au point le dispositif conceptuel ainsi que de toutes les fonctionnalités spécifiées, à effectuer les essais pilote et à effectuer le raccordement au réseau des autres ministères.
1/ Pour les quatre derniers objectifs structurels, le résultat ne concerne que le programme de juillet-décembre 2005.		

Tableau 9. Djibouti — Repères structurels pour le programme de référence juillet–décembre 2005 1/ (fin)		
Réformes structurelles	Adoption prévue	Avancement
Établissement d'un nouveau calendrier pour achever le Code du commerce en 2006	Fin décembre 2005	Partiellement réalisé, mais aucun progrès récent. Rapport à mi-parcours soumis à la mi-février 2006. Un nouveau calendrier a été achevé par le consultant le 6 décembre 2006. Un code provisoire doit être examiné avec les autorités entre juin et septembre 2007 avant d'être parachevé.
Adoption des mesures proposées pour la TVA	Fin décembre 2005	Partiellement réalisé. La mise en œuvre des actions envisagées a pris du retard par rapport au calendrier initial. Restent à réaliser la cession de la gestion des patentes et des biens immobiliers à la SGE, le démarrage des travaux des équipes d'enquête, le déploiement de l'ensemble du système informatique restent à faire et les prérogatives du gouvernement quant à la supervision des entreprises dans la zone franche. La mise en place du plan d'action pour la TVA (groupe chargé du projet, calendrier, déroulement des tâches) demandera une assistance technique externe.
Adhésion stricte au plan mensuel de trésorerie.	En cours	Partiellement réalisée.
Élimination de la pratique des échanges de chèques avec l'ONED et Djibouti Télécom.	En cours	Non réalisée. La pratique de l'échange de chèques continue.
Limiter les dépenses avant ordonnancement aux dépenses pour lesquelles il existe un texte	En cours	Réalisé en grande partie, bien qu'il y ait des transferts entre catégories du budget.
Les autorités remettent au FMI des données relatives à la dette extérieure et à la situation monétaire ainsi que le TOFE tous les trimestres dans un délai de quatre semaines	En cours	Réalisé pour ce qui concerne les données monétaires. Partiellement réalisé pour le TOFE, qui est quelquefois remis avec retard. Partiellement réalisé pour les chiffres de la dette, qui sont présentés avec retard.
1/ Pour les quatre dernières cibles structurelles, le résultat ne concerne que le programme de juillet-décembre 2005.		

Tableau 10. Djibouti — Indicateurs sociaux et indicateurs du revenu

	Djibouti					Région 1/ Pays à faible revenu		Afrique subsaharienne
	1980-85	1990	2000	2003	2005	revenu	revenu	
Revenu								
PIB nominal par habitant (dollars EU)	1,036 2/	1,245,8	777,5	820,3	...	432,4	513,7	
Taux de fécondité, total (naissances par femme)	6,6	6,2	5,3	5,0	...	3,7	5,2	
Vaccination								
DPT (en pourcentage des enfants de 12 à 23 mois)	15,8	85	46	68	...	66,6	58,7	
Rougeole (en pourcentage des enfants de 12 à 23 mois)	20	85	50	66	65	65,5	60,8	
Espérance de vie à la naissance								
Femmes (années)	46,6	52,3	53,9	54,1	...	58,9	46,3	
hommes (années)	43,4	49,2	51,2	51,7	...	57,3	44,9	
Total (années)	45,0	50,7	52,5	52,9	...	58,1	45,6	
Mortalité								
Adultes, femmes (pour 1000 femmes adultes)	428,4	386,7	541,0	...	...	...	...
Adultes, hommes (pour 1000 hommes adultes)	527,3	471,6	590,0	...	...	...	...
Nourrissons (pour 1000 naissances vivantes)	137,0	122,0	107,0	97,0	...	79,8	101,0	
Moins de cinq ans (pour 1000)	199,0	163,0	136,0	138,0	133,0	123,4	171,2	
Population 3/	402.656 2/	557.992	714.574	764.838	793.078	...	...
Dépenses publiques de santé, total (en pourcentage du PIB)	...	...	3,1	2,8	...	...	...
Dépenses publiques d'éducation, total (en pourcentage du PIB)	...	...	8,9	9,0	...	...	...
Inscriptions scolaires								
Enseignement primaire (pourcentage brut)	...	34,5 4/	33,4	38,0	39,1 5/	...	...
Enseignement secondaire (pourcentage brut)	...	10,7 4/	14,4	19,5	...	...	...
Enseignement supérieur (pourcentage brut)	...	...	0,3	1,3	...	...	...
Population urbaine (en pourcentage du total)	76,2	76,0	83,3	85,0	86,1	30,4	36,5	

Sources : autorités de Djibouti et estimations des services du FMI et de la Banque mondiale.

1/ Les données correspondent à 2003.

2/ 1985.

3/ WDI, conformes aux mises à jour récentes de la Division de la population des Nations Unies.

4/ 1991

5/ 2004

Tableau 11. Objectifs du développement du Millénaire, 1990–2015

	1990	1994	1997	2000	2003	2005	Objectif 2015
Objectif 1 : Réduire l'extrême pauvreté et la faim							
Part du cinquième le plus pauvre dans le revenu ou la consommation (%)	...	...	...	...	...	...	...
Population disposant de moins de 2 dollars/jour (en pourcentage)	...	...	...	...	42	1/	28
Population n'atteignant pas le niveau minimal d'apport calorique (en pourcentage)	...	...	...	...	...	...	...
Indice de l'écart de pauvreté à un dollar /jour (incidence x degré de pauvreté)	...	...	...	...	...	...	...
Indice numérique de la pauvreté, national (en pourcentage de la population)	...	...	...	...	...	...	...
Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants (de moins de cinq ans)	22,9	...	18,2	...	...	26,8	...
Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous							
Taux net de scolarisation dans le primaire (% du groupe d'âge concerné)	31,3	...	31,3	27,7	32,0	32,2	...
Pourcentage d'écoliers achevant l'école primaire, total (% du groupe d'âge concerné)	32,0	28,2	26,0	29,3	31,1	34,1	100
Proportion d'écoliers achevant la cinquième	87,3	...	76,7	87,7	...	...	...
Taux d'alphabétisation des 14-24 ans	...	...	...	...	...	...	...
Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes							
Proportion de sièges occupés par les femmes au Parlement national (%)	...	...	...	...	11	11	...
Ratio filles/garçons dans l'enseignement primaire et secondaire (%)	70,0	...	71,0	71,0	73,5	...	100,0
Taux d'alphabétisation des femmes (15-24 ans) par rapport aux hommes (%)	78,1	83,2	86,6	89,5	91,2	...	...
Pourcentage des femmes salariées dans le secteur non agricole	...	...	...	...	...	...	...
Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile							
Vaccination, rougeole (% d'enfants de 12 à 23 mois)	85	42	31	50	66	65	...
Taux de mortalité infantile (pour 1000 naissances vivantes)	122	111	...	107	97	...	...
Taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans (pour 1,000)	163	160	...	136	138	133	58,3
Sources : World Development Indicators (WDI), avril 2007 ; Banque mondiale ; autorités de Djibouti et estimations des services du FMI.							
Accouchements assistés par du personnel de santé qualifié (en % du total)	...	...	...	...	61	...	...
Taux de mortalité maternelle (estimation selon modèle, pour 100 000 naissances vivantes)	...	...	...	730	...	...	130
Objectif 6 : Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies							
Taux de prévalence des contraceptifs (% des femmes de 15 à 49 ans)	...	...	...	...	...	...	...
Incidence de la tuberculose (pour 100 000 personnes)	608,2	637,5	668,0	699,9	733,4	...	...
Nombre d'orphelins du VIH/sida	...	...	...	4.100	5.000	...	...
Prévalence du VIH/sida, total (en % de la population âgée de 15 à 49 ans)	...	...	...	2,80	3,12	3,11	...
Cas de tuberculose détectés dans le cadre du programme DOTS (en %)	...	...	99,3	63,2	49,1	43,0	...
Objectif 7 : Assurer un environnement durable							
Proportion de la population ayant accès à une source d'eau de qualité	72	...	...	...	73	3/	...
Proportion de la population ayant accès à un système d'assainissement de qualité	79	...	...	...	...	...	...
Accès à un régime de propriété protégé (en % de la population)	...	...	...	...	...	...	...
Émissions de CO2 (tonnes par habitant)	0,6	0,6	0,6	0,5	...	...	...
Proportion de zone forestière (par rapport à la superficie totale)	0,3	...	...	0,3	...	0,3	...
Énergie consommée (en kg d'équivalent pétrole) par 2000 dollars de PIB (PPA)	...	...	...	...	...	...	...
Superficie des terres nationales protégées (en % de la superficie totale)	...	...	...	...	...	...	...
Objectif 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement							
Aide par tête (dollars EU courants)	347,3	215,6	132,2	99,9	103,2	...	...
Service de la dette (en pourcentage des exportations)	...	5	...	7,6	7,5	9,0	...
Nombre de lignes téléphoniques et d'abonnés au téléphone mobile pour 1000 habitants	11,0	13,3	14,2	15,7	49,7	...	...
Utilisateurs de l'internet (pour 1000 personnes)	...	0,2	0,9	2,0	8,5	...	...
Ordinateurs personnels (pour 1000 personnes)	1,8	6,9	7,7	9,1	19,0	...	...
Chômage, jeunes femmes (en % de la population active féminine âgée de 15 à 24 ans)	...	...	...	...	...	...	...
Chômage, jeunes hommes (en % de la population active masculine âgée de 15 à 24 ans)	...	...	...	...	...	...	...
Chômage, total jeunes gens (en % de la population active totale de 15 à 24 ans)	...	...	...	...	...	...	...
Autres							
Taux de fécondité, total (naissances par femme)	6,2	...	5,6	5,3	5,0	...	...
RNB par habitant, méthode Atlas (en dollars EU courants)	...	880	780	780	880	1020	...
RNB, méthode Atlas (en dollars EU courants) (milliards)	...	0,5	0,5	0,6	0,7	0,8	...
Formation brute de capital (en % du PIB)	22,1	15,4	9,6	8,8	18,9	19,0	...
Espérance de vie à la naissance, total (années)	50,8	51,8	4/	52,2	52,5	52,9	...
Taux d'alphabétisation adulte total (en % des personnes âgées de 15 ans et plus)	53,0	...	...	...	...	...	...
Population, totale (en millions)	0,6	0,6	0,6	0,7	0,8	...	...
Commerce (en pourcentage du PIB)	...	98,0	89,2	84,7	89,4	91,6	...

Sources : autorités de Djibouti et estimations des services du FMI et de la Banque mondiale.

1/ 2002.

2/ Objectif 2010.

3/ 2004

4/ 1995

APPENDICE I. DJIBOUTI — ANALYSE CONJOINTE PAR LE FONDS ET LA BANQUE MONDIALE DE LA VIABILITÉ DE LA DETTE (AVD)

Cette AVD, préparée en coopération étroite entre le personnel du FMI et de la Banque mondiale, actualise la précédente analyse, préparée en septembre 2005 (EBS/05/135, 09/12/05). Les résultats indiquent que malgré un scénario de base réaliste d'investissement élevé et de croissance modérée, le risque de surendettement à long terme est élevé. Spécifiquement, le ratio VAN de la dette sur le PIB reste bien au-dessus du seuil tributaire de la politique économique sur toute la période de projection. Par ailleurs, des tests de résistance indiquent que Djibouti reste vulnérable aux chocs, notamment au risque que la croissance du PIB et les exportations soient inférieures aux projections. C'est pourquoi, il est important que les autorités concentrent leurs efforts sur une gestion macroéconomique prudente et abordent avec prudence tout nouvel emprunt en veillant à ce que l'aide extérieure soit sous forme de dons ou de prêts fortement concessionnels.

I. DONNÉES ET MÉTHODOLOGIE

1. **Cette analyse de la viabilité porte sur la dette extérieure contractée et garantie par l'État et sur la dette publique intérieure.** Bien que les données sur la dette privée ne soient pas disponibles, elle est supposée négligeable, même si elle pourrait augmenter avec l'investissement privé étranger escompté. La dette publique intérieure est principalement constituée des arriérés dus aux employés, aux entreprises publiques, aux caisses de sécurité sociale et aux fournisseurs privés et elle inclut également les prêts déjà contractés auprès du système bancaire. La viabilité budgétaire est évaluée en excluant de la définition du secteur public la dette des entreprises publiques garantie par l'État qui n'est pas en situation d'arriérés (c'est-à-dire des engagements conditionnels explicites). Toutefois, pour évaluer la vulnérabilité aux chocs, les engagements conditionnels de l'État ont été soumis à une analyse de sensibilité (annexe, tableau 16; annexe, graphique 6).

II. ÉVOLUTION COMPARÉE PAR RAPPORT À L'AVD DES CONSULTATIONS DE 2005 AU TITRE DE L'ARTICLE IV

2. **L'AVD de 2005 (EBS/05/135, 09/12/05) comprenait un scénario de référence fondé sur un niveau faible d'investissement direct étranger mais un vaste éventail de réformes structurelles qui permettaient au pays d'atteindre des taux de croissance soutenue** et un scénario de rechange avec des investissements faibles et une croissance faible. À partir des hypothèses du scénario de référence, les indicateurs de viabilité de la dette s'amélioreraient progressivement, mais des points de vulnérabilité apparaissaient dans les conditions de tests de résistance.

3. **La présente analyse incorpore l'évolution économique récente, notamment l'abondance d'investissements directs étrangers (IDE), qui devrait placer Djibouti sur un chemin de croissance légèrement inférieur à celui du scénario de référence dans l'analyse de 2005.** Cette évolution comprend l'afflux important d'IDE pour financer les infrastructures du nouveau port et infrastructures de transport, l'expansion des services

portuaires, le développement d'une nouvelle zone franche, et le développement du tourisme, de l'exploitation minière et du commerce du bétail (encadré 3). La présente analyse ne comprend pas d'autre scénario de réformes qui placerait le pays sur un sentier de croissance plus élevée.

III. SITUATION DE LA DETTE DE DJIBOUTI

4. **Djibouti a continué à accumuler des arriérés (certes de façon temporaire pour la plupart) dans le service de sa dette extérieure du fait d'une faible gestion de trésorerie.** Si les nouveaux arriérés exigibles à la fin 2005 ont été payés en 2006, l'encours des arriérés a augmenté de 31,5 millions de dollars EU en 2005 à 33,2 millions en 2006 dont 3 millions encourus en décembre 2006.

5. **En février 2006, un accord a été conclu avec l'Italie concernant la restructuration de la dette dans le cadre de l'accord du Club de Paris de mai 2000¹.** L'accord qui couvre les dettes contractées avant mars 1998, prévoit la transformation des obligations de service de la dette en projets d'intérêt social selon une liste bien définie, ce qui a réduit effectivement la dette extérieure de Djibouti d'environ 15 millions de dollars EU².

6. **A la fin de 2006, le stock total de la dette extérieure était estimé à 427 millions de dollars EU, soit l'équivalent de 56 % du PIB (annexe, tableau 12).** Presque tous les emprunts ont été effectués auprès de prêteurs officiels et la plupart sont concessionnels. Les plus grands créanciers sont la Banque mondiale (125 millions dollars EU) et la Banque africaine de développement (BAfD) (94 millions dollars EU), suivies par le Koweït et l'Arabie Saoudite (23 et 21 millions de dollars EU, respectivement); 30 % de la dette totale est due à des créanciers arabes et environ un tiers (152 millions dollars EU) est constituée par la dette des entreprises publiques garantie par l'État.

7. **Au cours des cinq prochaines années, les décaissements de prêts extérieurs devraient augmenter pour atteindre une moyenne annuelle de 110 millions de dollars EU,** ce qui porterait la dette extérieure totale à 869 millions de dollars EU, soit l'équivalent de 71 % du PIB. Ces nouveaux emprunts font suite à la table ronde de 2005 des créanciers arabes qui a abouti à des engagements de 370 millions dollars EU pour financer les investissements d'infrastructure et le développement social, à décaisser au cours des cinq

¹ Djibouti a signé l'accord du Club de Paris le 25 mai 2000 et bénéficie d'un traitement selon les clauses classiques, c'est-à-dire les clauses standard appliquées aux pays débiteurs s'adressant au Club de Paris. Concrètement, les créances (APD ou non APD) sont rééchelonnées au taux approprié du marché et le profil de remboursements est négocié au cas par cas. Dans le cas de Djibouti, cela concerne les échéances exigibles à partir du 31 octobre 1999 jusqu'au 30 juin 2002.

² L'accord du Club de Paris couvre aussi la dette envers la France et l'Espagne; un accord a été conclu avec la France en 2003 tandis que les négociations se poursuivent avec l'Espagne.

prochaines années. En outre, un prêt de la BafD de 25 millions de dollars EU est prévu pour le financement de l'interconnexion avec le réseau électrique éthiopien.

8. **L'encours de la dette publique à la fin 2006 s'élevait à environ 467 millions de dollars EU, soit l'équivalent de 61 % du PIB**, dont une dette extérieure envers les créanciers officiels d'environ 295 millions de dollars EU (dont quelque 20 millions d'arriérés sur la dette extérieure garantie par l'État) et une dette publique intérieure de 172 millions de dollars EU. Cette dette est principalement constituée d'arriérés aux salariés du secteur public, aux caisses de retraite, aux entreprises publiques et autres fournisseurs pour environ 158 millions de dollars (comparé à 156,5 millions en 2005), qui doit être remboursée d'ici 2020.

Tableau 12 de l'appendice. Djibouti — Stock de la dette à la fin 2006
(en millions de dollars)

1. Dette publique intérieure	171.6
Dette envers les entités non bancaires	161.7
<i>dont</i> : arriérés	157.8
Encours des créances auprès du système bancaire	9.9
2. Dette publique extérieure	275.4
Dette envers les créanciers bilatéraux (à l'exclusion des arriérés)	32.7
Dette envers les créanciers multilatéraux (à l'exclusion des arriérés)	229.5
Dette en arriéré	13.2
3. Dette extérieure garantie par l'État	152.0
Dette envers les créanciers bilatéraux (à l'exclusion des arriérés)	52.1
Dette envers les créanciers multilatéraux (à l'exclusion des arriérés)	79.9
Dette en arriéré (3.1)	20
Pour mémoire :	
Dette extérieure totale (2+3)	427.4
Dette publique totale (1+2+3.1)	467.0

Sources : autorités de Djibouti; estimations des services du FMI.

IV. ÉVALUATION DE LA VIABILITÉ DE LA DETTE EXTÉRIEURE

9. **Le scénario de référence, élaboré à partir d'un ensemble réaliste d'hypothèses sur les politiques économiques et leurs résultats (voir annexe, encadré 5) montre que, bien que la dette extérieure importante de Djibouti soit gérable, le risque de surendettement est grand.** L'analyse a été conduite dans le cadre de la viabilité de la dette des pays à faible revenu. Selon l'indice d'évaluation des politiques et des institutions nationales (CPIA) de la Banque mondiale, les politiques et institutions de Djibouti sont jugées « peu performantes ». Les seuils d'endettement pour les pays de cette catégorie sont : a) VAN de la dette sur les exportations de biens et services de 100 %; b) VAN de la dette sur le PIB de 30 %; et c) VAN de la dette sur les recettes budgétaires de 200 %. Les seuils correspondants pour le service de la dette sont : a) 15 % des exportations de biens et services et b) 25 % des recettes.

10. **Selon le scénario de référence, la VAN de la dette extérieure sur le PIB dépasse le seuil tributaire de la politique économique pour la période,** avec un pic de 60 % en 2010 et un maintien au-dessus de 40 % jusqu'au moins 2027. Les risques que cela représente pour la solvabilité extérieure sont quelque peu atténués par la croissance des entrées financières liées à la forte augmentation prévue des exportations. Le ratio VAN de la dette extérieure sur les exportations devrait donc diminuer de 125 % en 2006 à 88 % en 2007, puis diminuer encore jusqu'à environ 46 % d'ici 2027, bien en dessous du seuil de 100 %. Dans le même temps, le ratio du service de la dette extérieure sur les exportations (égal à 9 % en 2006) devrait largement rester en dessous du seuil de 15 % (annexe, tableau 13) pendant la période de la projection.

Encadré 5 de l'annexe. Hypothèses macroéconomiques

La croissance annuelle du **PIB réel** devrait être de 6 à 7 % à moyen terme et de 3½ à 5 % à long terme, sous l'impulsion des investissements directs étrangers (IDE) et des exportations de biens et services. Les vastes investissements dans les infrastructures de transport et dans la zone franche ainsi que les progrès de la mise en place de la zone douanière du COMESA, renforceront l'intégration de Djibouti avec les autres économies de la région et en feront une plaque tournante commerciale régionale, renforçant l'afflux d'investissements étrangers, les exportations et la capacité productive du pays à long terme. Une grande part des nouveaux emprunts sur la période 2006-2011 devrait financer des projets sociaux dont l'impact sur la croissance ne sera sensible qu'à très long terme.

Selon les projections, **les exportations de biens et services devraient tripler en valeur** entre 2006 et 2011, du fait des services induits par l'expansion des activités portuaires et touristiques ainsi qu'en raison des exportations de bétail et de la zone franche; à long terme, les exportations devraient continuer à augmenter de 7 à 8 % par an.

Selon les projections, **le déficit du solde des transactions courantes devrait augmenter** jusqu'à 14 à 18 % du PIB entre 2007 et 2011, du fait d'une poussée des importations liées à l'investissement, puis diminuer progressivement jusqu'à environ 8 % d'ici 2027 en raison d'une croissance soutenue des exportations. Ce déficit est cependant largement financé par les prévisions d'entrées élevées d'IDE.

Le déficit budgétaire global devrait se creuser provisoirement à moyen terme du fait de la restructuration de la gestion du port mais la maîtrise annoncée des dépenses devrait rétablir l'équilibre d'ici 2011. À long terme, le déficit budgétaire devrait augmenter jusqu'à 3-3½ % du PIB du fait de la baisse prévue des recettes fiscales en partie à cause des exonérations fiscales accordées dans la zone franche. Les dépenses devraient évoluer au rythme des recettes, mais en raison des rigidités dans différents domaines de dépenses, le maque à percevoir devra être compensée en partie par un financement extérieur supplémentaire. Les arriérés intérieurs aux salariés du secteur public, aux caisses de retraite, aux entreprises publiques et aux fournisseurs privés, actuellement estimés à 158 millions de dollars EU devraient être remboursés d'ici 2020 conformément au calendrier annoncé par les autorités.

Les projections des **conditions d'emprunt extérieur** incorporent les données des autorités concernant les prêts projets définis et partent de l'hypothèse que des prêts supplémentaires continueraient à être accordés par les créanciers officiels à l'État (ou avec la garantie de l'État) sous forme concessionnelle. Les décaissements importants de dette entre 2007 et 2011 financeront principalement des projets sociaux et d'infrastructure qui n'auront qu'un impact à long terme sur la croissance.

11. **Le résultat moins favorable obtenu à partir des tests de résistance s'expliquent par le risque élevé d'insolvabilité extérieure induit par les chocs négatifs.** Selon le scénario historique — qui suppose que les principales variables macroéconomiques suivent l'évolution des sept dernières années, avant que l'augmentation actuelle des investissements étrangers n'ait commencé à stimuler la croissance et le commerce — le ratio VAN de la dette extérieure sur le PIB culmine à 73 % en 2012, puis reste au-dessus de 50 %. Des tests supplémentaires qui évaluent la sensibilité des indicateurs de viabilité de la dette à des conditions de prêt moins favorables (concrètement, croissance des exportations et du PIB réel et évolution de l'inflation et du taux de change) donnent des résultats moins favorables (annexe, tableau 14; annexe, graphique 5). Dans le cas de figure le plus extrême — celui d'une dépréciation nominale ponctuelle de 30 % en 2008, équivalant à une chute de 22 % du PIB nominal — le ratio VAN de la dette extérieure sur le PIB serait d'environ 20 points supérieur à celui du scénario de base et le ratio VAN de la dette extérieure sur les exportations franchirait le seuil de 100 % jusqu'en 2017.

V. ÉVALUATION DE LA VIABILITÉ BUDGÉTAIRE, 2007–27

12. **Selon les hypothèses du scénario de base, le ratio VAN de la dette publique sur le PIB ne devrait passer sous le seuil de référence que d'ici 2015.** Le ratio VAN de la dette publique sur les recettes, qui devrait s'établir en dessous du seuil de 200 %, garde une tendance à la hausse après 2020. Le ratio du service de la dette publique sur les recettes devrait, au contraire, rester bien en dessous du seuil des 25 % (annexe, tableau 15). Le stock des arriérés intérieurs ne devrait être remboursé que d'ici 2020.

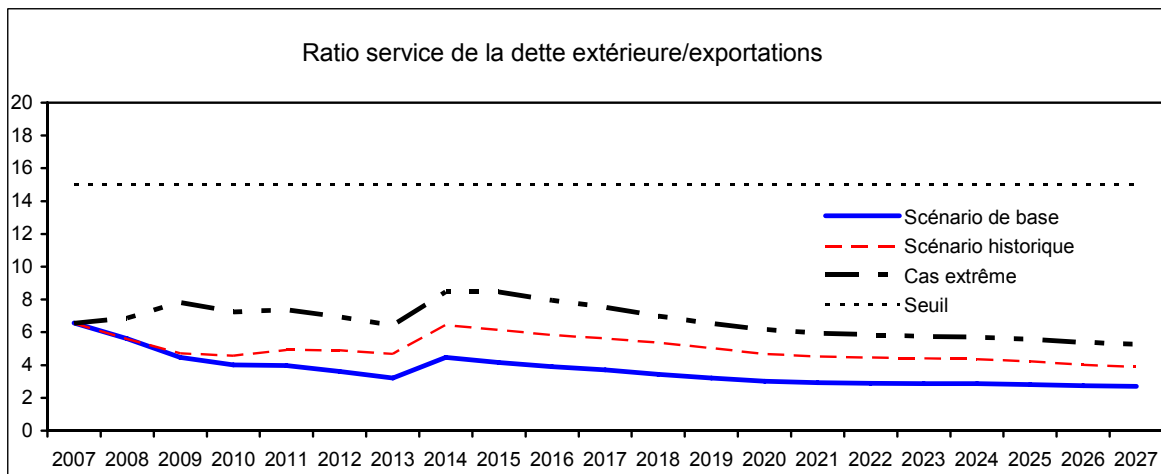
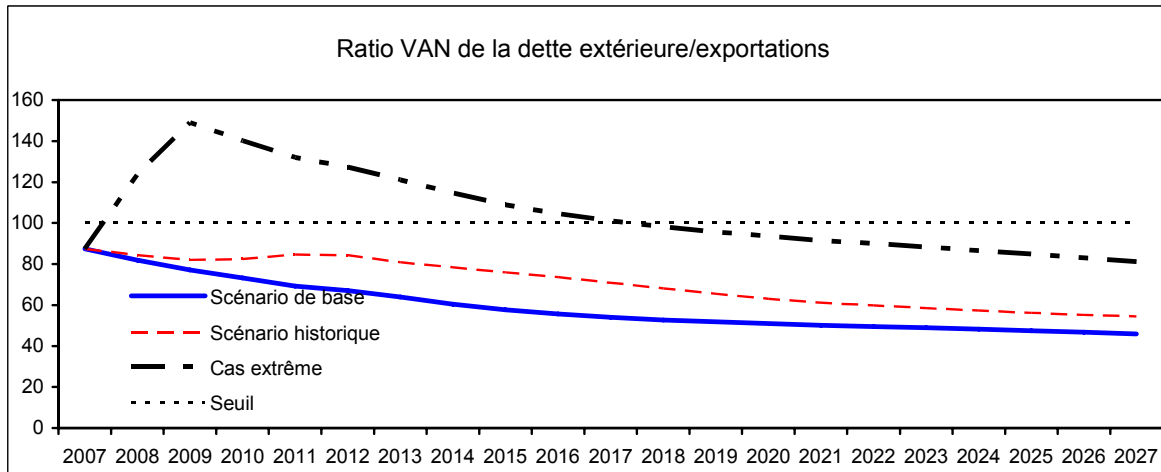
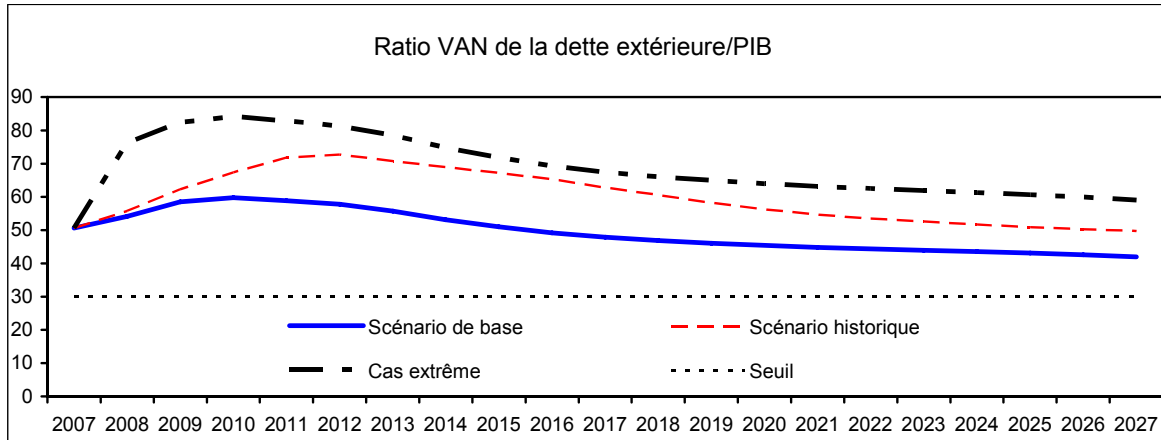
13. **Les perspectives de viabilité budgétaires à long terme pourraient se dégrader considérablement dans les conjonctures défavorables simulées par les tests de résistance.** Selon le test de résistance le « plus extrême » (en prenant une croissance du PIB réel à sa moyenne historique moins un écart type), le ratio VAN de la dette sur le PIB resterait supérieur à 35 % sur la période et augmenterait après 2020 et le ratio VAN de la dette sur les recettes franchirait le seuil des 200 % en 2025. Selon un autre test de résistance — en supposant que le solde primaire des administrations publiques reste au niveau projeté pour 2007 — le ratio VAN de la dette publique par rapport aux recettes dépasserait 150 % d'ici 2027, ce qui inquiète encore plus pour la viabilité à long terme. Si, au lieu de cela, la croissance réelle du PIB et le déficit primaire restaient au niveau moyen des sept dernières années, le résultat serait proche des projections du scénario de base (annexe, tableau 16; annexe, graphique 6).

14. **Les engagements conditionnels liés à la dette extérieure garantie par l'État posent un risque majeur de viabilité budgétaire.** Si le gouvernement était appelé à réaliser toutes ces garanties (soit l'équivalent de 1 à 2 % du PIB par an) jusqu'en 2007, le ratio VAN de la dette publique sur le PIB resterait presque en permanence au-dessus du seuil de 30 % et conserverait une tendance à la hausse après 2020 et le ratio VAN de la dette publique sur les recettes augmenterait jusqu'à 170 % à l'horizon 2027.

VI. CONCLUSIONS

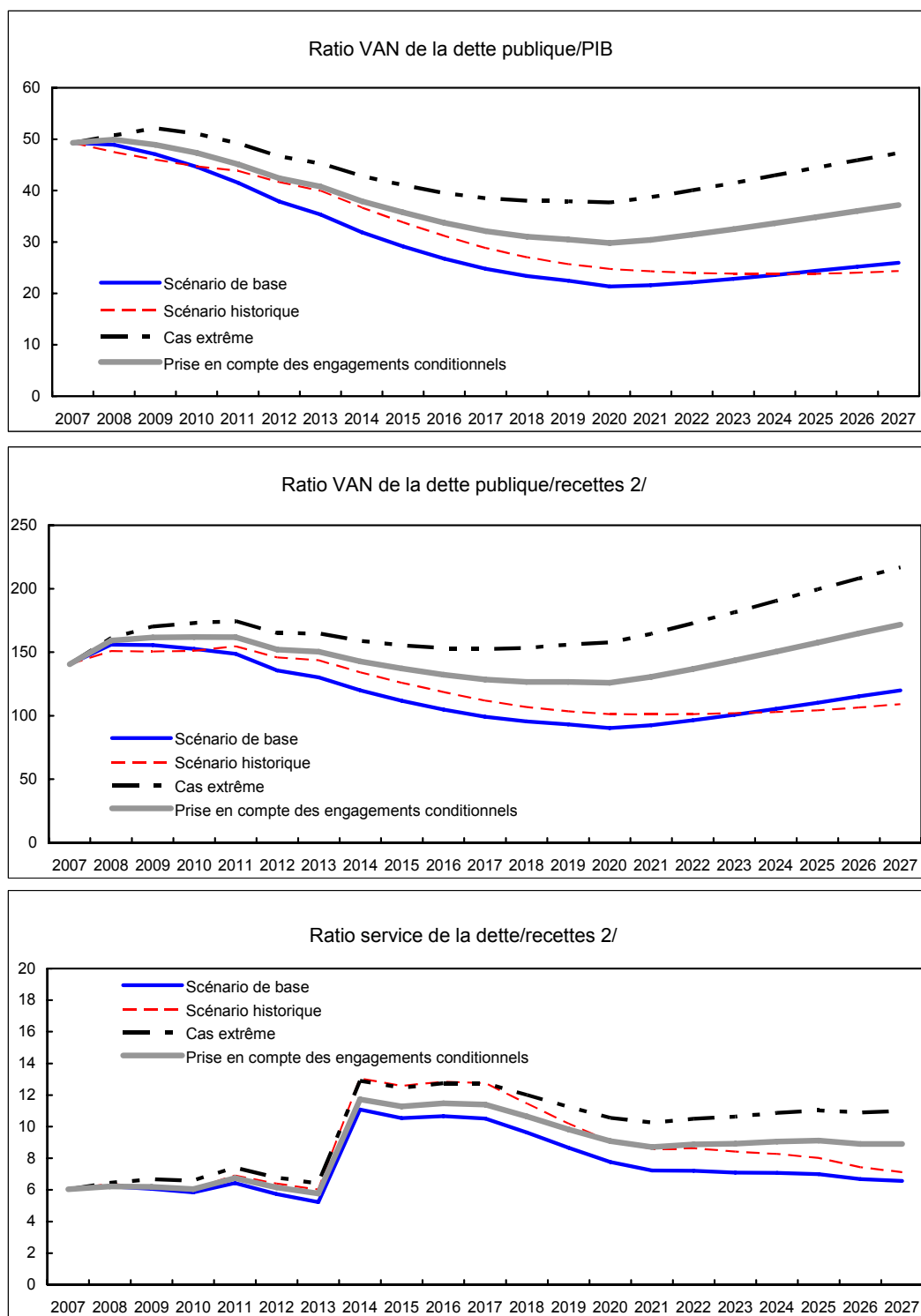
15. L'analyse actualisée de la viabilité de la dette pour Djibouti table sur des taux de croissance modérés du PIB et des exportations, largement stimulés par le niveau élevé des investissements directs étrangers, mais le risque de surendettement est grand. Outre le dépassement significatif et prolongé du seuil de référence du ratio VAN de la dette sur le PIB, Djibouti a accumulé des arriérés extérieurs ces dernières années. Par ailleurs, des arriérés intérieurs importants se sont accumulés, à hauteur de 20 % du PIB. À moins que Djibouti ne suive des politiques macroéconomiques prudentes (en accordant une plus grande place aux dons qu'aux prêts concessionnels, et en menant des efforts concertés pour apurer les arriérés importants et diminuer la dette intérieure), la vulnérabilité du pays aux chocs risque d'augmenter. Étant donné la persistance des risques, l'élaboration d'une stratégie globale de gestion de la dette publique qui tienne compte de la dette des entreprises publiques et des engagements conditionnels devrait être une priorité.

Graphique 5 de l'appendice. Djibouti — Indicateurs de la dette publique garantie par l'État en utilisant différents scénarios, 2007–27
(en pourcentages)



Source : projections et simulations des services du FMI.

Graphique 6 de l'appendice. Djibouti — Indicateurs de la dette publique en utilisant différents scénarios, 2007–27 1/



Source : projections et simulations des services du FMI.

1/ Le test de sensibilité extrême est celui qui produit le ratio le plus élevé en 2016.

2/ Recettes, y compris les dons.

Tableau 13 de l'appendice. Djibouti — Cadre de viabilité de la dette extérieure, scénario de référence, 2003–27 1/ (en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Réel				Écart standard σ ^{6/}	Projections										2013–27	
	Moyenne historique					Moyenne										Moyenne	
	2003	2004	2005	2006		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2012	2017	2022	2027	2013–27	2013–27
Dette extérieure (nominale) 1/	66,8	68,4	60,5	55,5	58,2	64,3	71,3	73,1	71,0	68,8	67,8	61,6	59,7	57,9	61,2	61,2	
dont : dette publique garantie par l'État (PGE)	66,8	68,4	60,5	55,5	58,2	64,3	71,3	73,1	71,0	68,8	67,8	61,6	59,7	57,9	61,2	61,2	
Variation de la dette extérieure	8,8	1,6	-7,9	-5,0	2,7	6,2	6,9	1,8	-2,1	-2,2	2,2	-1,0	-0,2	-0,6	-0,7	-0,7	
Flux nets identifiés créateurs de dette	-8,6	-8,3	-8,4	-10,0	-4,7	-0,9	-1,6	-4,2	-6,5	-1,5	-3,2	1,9	1,5	0,9	1,2	1,2	
Déficit des opérations courantes sans charge d'intérêt	-4,1	0,4	-2,1	8,0	2,3	13,0	16,0	16,9	14,8	12,5	14,4	9,6	7,7	6,6	8,6	8,6	
Déficit de la balance des biens et services	8,8	13,2	10,3	17,4	20,4	24,0	22,6	19,3	17,4	17,6	20,2	13,1	10,3	8,7	11,7	11,7	
Exportations	40,3	37,6	40,6	39,8	58,0	66,1	76,0	81,7	84,9	86,2	75,5	88,7	89,6	91,5	89,4	89,4	
Importations	49,1	50,8	50,9	57,3	78,4	90,1	98,6	101,0	102,3	103,7	95,7	101,8	99,8	100,2	101,1	101,1	
Autres flux des opérations courantes nets (négatif = afflux)	-4,2	-2,2	-2,0	2,4	1,2	1,1	0,9	1,0	1,0	1,1	1,0	1,2	1,3	1,3	1,2	1,2	
Transferts des opérations courantes nets (négatif = afflux)	-8,7	-10,7	-10,4	-11,8	-8,6	-9,0	-6,6	-5,5	-5,8	-5,7	-6,9	-4,7	-3,9	-3,4	-4,3	-4,3	
Autres flux des opérations courantes (négatif = afflux net)	-2,3	-5,8	-3,1	-14,1	4,7	-16,1	-14,7	-15,4	-16,9	-12,3	-15,1	-6,5	-5,2	-4,9	-6,3	-6,3	
IDE net (négatif = afflux)	-2,2	-2,9	-3,2	-3,9	-1,5	-2,1	-3,1	-3,2	-2,8	-2,2	-2,5	-1,1	-0,9	-0,8	-1,1	-1,1	
Dynamique endogène de la dette 2/	0,7	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2	
Contribution du taux d'intérêt nominal	0,7	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2	1,0	1,1	1,2	1,2	1,2	
Contribution de la croissance du PIB réel	-1,8	-1,9	-2,0	-2,7	-2,5	-3,1	-4,1	-4,3	-3,9	-3,3	-3,5	-2,3	-2,1	-1,9	-2,2	-2,2	
Contribution de la variation des prix et des taux de change	-1,1	-2,0	-2,1	-2,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Résiduelle (3-4) 3/	17,4	10,0	0,5	5,0	7,4	7,0	8,5	6,1	4,4	-0,7	5,4	-2,9	-1,7	-1,5	-1,9	-1,9	
dont : financement exceptionnel	-4,7	-1,5	0,0	-2,2	-0,4	-0,4	-0,4	-0,3	-0,3	-1,5	-0,6	-1,1	-0,9	-0,7	-1,0	-1,0	
VAN de la dette extérieure 4/	58,7	55,9	52,3	49,7	50,7	54,2	58,5	59,8	58,8	57,8	56,6	47,9	44,4	42,0	46,7	46,7	
En pourcentage des exportations	145,6	148,6	128,7	124,8	87,4	81,9	77,0	73,2	69,3	67,0	76,0	54,0	49,6	45,8	52,3	52,3	
VAN de la dette extérieure PGE	58,7	55,9	52,3	49,7	50,7	54,2	58,5	59,8	58,8	57,8	56,6	47,9	44,4	42,0	46,7	46,7	
en pourcentage des exportations	145,6	148,6	128,7	124,8	87,4	81,9	77,0	73,2	69,3	67,0	76,0	54,0	49,6	45,8	52,3	52,3	
Ratio service de la dette sur exportations (en pourcentage)	8,4	9,4	9,6	9,0	6,6	5,6	4,5	4,0	4,0	3,6	4,7	3,7	2,9	2,7	3,3	3,3	
Ratio service de la dette PGE sur les exportations (en pourcentage)	8,4	9,4	9,6	9,0	6,6	5,6	4,5	4,0	4,0	3,6	4,7	3,7	2,9	2,7	3,3	3,3	
Besoin de financement brut total (milliards de dollars EU)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Déficit des opérations courantes sans charge d'intérêt qui stabilise le ratio de la de	-12,9	-1,2	5,8	13,0	10,3	9,8	10,0	13,0	14,6	15,1	12,1	10,6	7,9	7,2	9,3	9,3	
Principales hypothèses macroéconomiques																	
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	3,2	3,0	3,2	4,8	4,8	5,7	7,0	6,6	5,9	5,1	5,9	3,9	3,7	3,6	3,9	3,9	
Déflateur des prix du PIB en termes dollar EU (variation en pourcentage)	2,0	3,1	3,1	3,6	2,4	1,7	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	
Taux d'intérêt effectif (en pourcentage) 5/	1,2	1,5	1,4	1,6	1,5	0,2	1,8	1,7	1,7	1,8	1,7	2,0	2,1	2,1	2,0	2,0	
Croissance des exportations G&S (en termes dollars EU, en pourcentage)	11,0	-0,9	14,8	6,5	5,2	7,1	57,8	24,8	27,3	18,6	14,0	25,5	7,6	7,4	7,7	8,0	
Croissance des importations de G&S (en termes dollars EU, en pourcentage)	19,2	9,8	6,6	22,1	6,5	10,5	48,4	25,8	21,2	13,0	11,1	10,3	21,6	7,3	7,3	7,3	
Partie don du nouvel emprunt du secteur public (en pourcentage)	...	...	...	...	...	...	27,5	26,6	25,6	24,8	31,1	26,8	36,8	36,8	36,3	36,3
Pour mémoire :	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
PIB nominal (milliards de dollars EU)	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,3	2,0	2,8	4,0	4,0	2,5	2,5	

Source : simulations des services du FMI

1/ Inclut la dette extérieure des secteurs public et privé

2/ Calculée de la façon suivante : $[f - g - (1+g)] / (1+g+r+g)$ fois le ratio de la dette de la période précédente, avec r = taux de croissance du PIB réel, et g = taux de croissance du déflateur des prix du PIB en termes dollars EU.

3/ Comprend les financements exceptionnels (c-à-d variations des arriérés et allègement de la dette), variations des actifs extérieurs bruts ; et ajustements de valorisation. Pour les projections, est également comprise la contribution des variations des prix et taux de change.

4/ Suppose que la VAN de la dette du secteur privé équivaut à sa valeur nominale.

5/ Paiement des intérêts de l'année en cours déduisant du stock de la dette de la période précédente.

6/ Les moyennes historiques et écarts standard sont généralement calculés sur les 10 dernières années, sous réserve de la disponibilité des données

Tableau 14 de l'appendice. Djibouti — Analyses de sensibilité pour les principaux indicateurs de la dette extérieure publique garantie par l'État, 2007–27
(en pourcentage)

	Projections												
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2026	2027
Ratio VAN de la dette dur le PIB													
Scénario de base	51	54	59	60	59	58	56	53	51	49	48	43	42
A. Autres scénarios													
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2007–2026 1/	51	56	62	67	72	73	71	69	67	65	63	50	50
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2007–2026 2/	51	60	68	71	70	69	69	67	66	66	65	68	68
B. Tests paramétrés													
B1. Croissance du PIB réel en moyenne historique moins un écart standard de un en 2008–2009	51	57	64	66	65	64	61	59	56	54	53	47	46
B2. Croissance des exportations en valeur à la moyenne historique moins un écart standard de un en 2008–2009 3/	51	64	68	68	67	65	63	60	58	55	53	45	44
B3. Déflateur des prix du PIB en moyenne historique moins un écart standard en 2008–2009	51	56	62	63	62	61	59	56	54	52	51	45	45
B4. Flux nets non créateurs de dette en moyenne historique moins un écart standard de un en 2008–2009 4/	51	62	75	75	73	72	69	66	63	60	58	47	46
B5. Combinaison de B1–B4 en utilisant des chocs de la moitié de l'écart standard	51	64	71	72	71	69	67	64	61	59	57	50	49
B6. Dépréciation nominale de 30 % d'un coup par rapport au scénario de référence en 2008 5/	51	76	82	84	83	81	79	75	72	69	67	60	59
Ratio VAN de la dette sur les exportations													
Scénario de référence	87	82	77	73	69	67	64	60	58	56	54	47	46
A. Autres scénarios													
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2007–2026 1/	87	84	82	83	85	84	81	78	76	74	71	55	54
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2007–2026 2/	87	91	89	87	83	80	79	77	75	74	74	74	74
B. Tests paramétrés													
B1. Croissance du PIB réel moins un écart standard de un en 2008–2009	87	82	77	73	69	67	64	60	58	56	54	47	46
B2. Croissance des exportations en valeur, à leur moyenne historique moins un écart standard de un en 2008–2009 3/	87	124	149	140	132	127	121	115	109	105	101	83	81
B3. Déflateur des prix du PIB en moyenne historique moins un écart standard en 2008–2009	87	82	77	73	69	67	64	60	58	56	54	47	46
B4. Flux nets non créateurs de dette en moyenne historique moins un écart standard de un en 2008–2009 4/	87	94	98	92	86	83	79	75	71	68	66	52	51
B5. Combinaison de B1–B4 en utilisant des chocs de la moitié de l'écart standard	87	113	127	121	114	110	105	99	94	91	88	74	73
B6. Dépréciation nominale de 30 % d'un coup par rapport au scénario de référence en 2008 5/	87	82	77	73	69	67	64	60	58	56	54	47	46
Ratio du service de la dette													
Scénario de référence	6.6	5.6	4.5	4.0	4.0	3.6	3.2	4.5	4.2	3.9	3.7	2.7	2.7
A. Autres scénarios													
A1. Principales variables à leur moyenne historique en 2007–2026 1/	7	6	5	5	5	5	5	6	6	6	6	4	4
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2007–2026 2/	7	5	5	4	5	6	6	6	6	6	5	5	1
B. Tests paramétrés													
B1. Croissance du PIB réel moins un écart standard de un en 2008–2009	7	5	4	4	4	4	4	5	5	4	4	3	3
B2. Croissance des exportations en valeur, à leur moyenne historique moins un écart standard de un en 2008–2009 3/	7	7	8	7	7	7	6	8	8	8	8	5	5
B3. Déflateur des prix du PIB en moyenne historique moins un écart standard de un en 2008–2009	7	5	4	4	4	4	4	5	5	4	4	3	3
B4. Flux nets non créateurs de dette en moyenne historique moins un écart standard de un en 2008–2009 4/	7	5	5	5	5	4	4	5	5	5	5	3	3
B5. Combinaison de B1–B4 en utilisant des chocs de la moitié de l'écart standard	7	7	7	6	7	6	6	8	7	7	7	5	5
B6. Dépréciation nominale de 30 % d'un coup par rapport au scénario de référence en 2008 5/	7	5	4	4	4	4	4	5	5	4	4	3	3
Pour mémoire													
En supposant une partie don sur le financement résiduel (c-à-d, besoin de financement au-dessus du scénario de référence) 6/	32	31	30	29	27	26	25	25	24	23	23	16	15

Source : projections et simulations des services du FMI.

1/ Les variables incluent la croissance du PIB réel, la croissance du déflateur des prix du PIB (en termes dollars EU), le compte des opérations courantes sans charge d'intérêt en pourcentage du PIB, et les flux non créateurs de dette.

2/ Suppose que le taux d'intérêt sur le nouvel emprunt est supérieur de 2 points de pourcentage au scénario de référence, tandis que les délais de carence et les échéances sont les mêmes que dans le scénario de base.

3/ Les valeurs des exportations sont supposées restées à un niveau faible en permanence, mais les opérations courantes en pourcentage du PIB sont supposées revenir au niveau du scénario de base après le choc (supposant implicitement un ajustement compensatoire des niveaux d'importations)

4/ Comprend les transferts publics et privés et les IDE.

5/ La dépréciation est définie comme la baisse en pourcentage du taux dollar/monnaie locale qui ne doit pas excéder 100 %.

6/ S'applique à tous les scénarios de résistance, sauf pour A2 (financement moins favorable) où les conditions de tout nouveau financement sont spécifiés dans la note de bas de page 2.

Tableau 15 de l'appendice. Djibouti — Cadre de viabilité de la dette du secteur public, scénario de référence, 2003–2027
(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Réel										Projections									
	2003	2004	2005	2006	Moyenne historique 5'		Écart standard 5'		2007	2008	2009	2010	2011	2012	Moyenne 2007–2012		2017	2022	2027	Moyenne 2013–2027
Dette du secteur public 1/	70.0	70.1	64.4	61.0				60.6	61.4	59.4	56.3	51.8	46.6	56.0	35.4	35.6	35.6	35.8		
dont : libellée en devises	38.0	39.8	36.1	34.5				36.7	40.2	40.6	39.6	36.8	34.2	38.0	31.7	33.6	35.6	33.3		
Variation de la dette du secteur public	6.6	0.1	-5.7	-3.4				-0.5	0.9	-2.0	-3.2	-4.5	-5.2	-2.4	-1.2	0.5	0.2	-0.7		
Flux identifiés créateurs de dette	-1.2	-2.4	-4.5	-2.7				-1.4	0.1	-2.7	-3.7	-5.1	-3.7	-2.7	-0.2	1.2	0.8	0.1		
Déficit primaire	1.9	1.6	-0.7	1.9	1.5	1.1		2.9	4.9	2.8	1.3	-0.7	0.0	1.9	1.8	2.8	2.5	2.1		
Recettes et dons	34.0	35.6	37.1	35.0				35.0	31.4	30.2	29.2	27.9	27.9	30.3	25.0	23.0	21.6	24.0		
dont : dons	6.0	6.8	6.2	3.9				5.7	3.8	3.8	3.4	3.1	3.9	3.9	2.9	2.3	1.8	2.6		
Dépenses primaires (sans charge d'intérêt)	36.0	37.2	36.4	36.9				37.9	36.2	33.0	30.5	27.2	27.9	32.1	26.8	25.8	24.2	26.1		
Dynamique automatique de la dette	-2.8	-3.7	-3.8	-4.6				-4.3	-4.7	-5.4	-5.0	-4.4	-3.7	-4.6	-2.1	-1.7	-2.0	-2.0		
Contribution du différentiel taux d'intérêt/croissance	-2.8	-3.7	-3.8	-4.6				-4.3	-4.7	-5.4	-5.0	-4.4	-3.7	-4.6	-2.1	-1.7	-2.0	-2.0		
dont : contribution du taux d'intérêt réel moyen	-0.8	-1.7	-1.6	-1.7				-1.5	-1.4	-1.4	-1.3	-1.3	-1.2	-1.3	-0.7	-0.5	-0.5	-0.6		
dont : contribution de la croissance du PIB réel	-2.0	-2.0	-2.2	-3.0				-2.8	-3.3	-4.0	-3.7	-3.1	-2.5	-3.2	-1.4	-1.2	-1.2	-1.4		
Contribution de la dépréciation du taux de change réel	0.0	0.0	0.0	0.0				0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		
Autres flux identifiés créateurs de dette	-0.3	-0.2	0.0	0.0				0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		
Recettes provenant de la privatisation (négligé)	0.0	0.0	0.0	0.0				0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		
Reconnaissance des engagements implicites ou conditionnels	0.0	0.0	0.0	0.0				0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		
Allègement de la dette (HPC et autre)	-0.3	-0.2	0.0	0.0				0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		
Autres (à spécifier, comme la recapitalisation des banques)	0.0	0.0	0.0	0.0				0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		
Résiduelle, y compris variation des actifs	7.7	2.5	-1.2	-0.7				0.9	0.7	0.7	0.6	0.6	-1.5	0.3	-1.0	-0.7	-0.7	-0.9		
VAN de la dette du secteur public	58.3	56.6	62.0	54.6				49.3	48.9	47.1	44.6	41.5	37.9	44.9	24.8	22.1	26.0	25.4		
dont : libellée en devises	...	...	33.7	28.0				25.4	27.7	28.2	27.9	26.5	26.5	26.9	21.0	22.1	26.0	22.8	
dont : extérieure	...	...	...	33.7				25.4	27.7	28.2	27.9	26.5	26.5	26.9	21.0	22.1	26.0	22.8	
VAN des engagements conditionnels (non inclus dans la dette du secteur public)	...	...	...	15.8				15.3	16.6	20.5	22.4	23.1	23.7	20.3	25.9	27.1	25.7	26.1	
Besoins de financement brut 2/	3.0	2.5	0.6	3.6				5.0	6.8	4.6	3.0	1.1	1.6	3.7	6.0	5.4	4.8	5.1		
Ratio VAN de la dette du secteur public sur les recettes (en pourcentage) 3/	...	...	...	167.2				140.6	155.9	155.6	152.7	148.8	135.7	148.2	99.2	96.4	120.0	105.7	
dont : extérieure	...	...	...	80.0				72.3	88.2	93.3	95.6	95.0	91.3	89.3	84.2	96.4	120.0	95.9	
Ratio service de la dette sur recettes (en pourcentage) 3/ 4/	3.2	2.8	3.6	4.8				6.0	6.2	6.1	5.8	6.4	5.7	6.1	10.5	7.2	6.6	8.2		
Déficit primaire qui stabilise le ratio dette sur PIB	-4.7	1.5	5.0	5.3				3.3	4.0	4.8	4.5	3.9	5.2	4.3	3.1	2.4	2.4	2.9		
Principales hypothèses budgétaires et macroéconomiques																				
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	3.2	3.0	3.2	4.8	1.3	2.4	4.8	5.7	7.0	6.6	5.9	5.9	5.1	5.9	3.9	3.7	3.6	3.9		
Taux d'intérêt nominal moyen sur la dette en devise (en pourcentage)	0.9	1.1	1.3	1.3	1.2	0.2	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.7	1.9	2.1	1.8		
Taux d'intérêt réel moyen sur la dette en monnaie nationale (en pourcentage)	-1.6	-3.1	-3.2	-3.3	-1.8	1.0	-3.3	-3.3	-3.4	...	...	...	...	-3.3	...	...	...	...
Dépréciation du taux de change réel (en pourcentage, + indique dépréciation)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		
Taux d'inflation (défateur des prix du PIB, en pourcentage)	2.0	3.1	3.1	3.6	2.3	0.8	3.5	3.5	3.5	3.5	3.5	3.5	3.5	3.5	3.5	3.5	3.5	3.5		
Croissance des dépenses primaires réelles (corrigées par le défateur des prix du PIB, en pourcentage)	14.4	6.4	1.1	6.3	1.1	9.3	7.7	0.9	-2.5	-1.4	-6.4	-5.4	7.6	1.2	2.6	3.8	1.9	2.9		

Sources : autorités du pays ; et estimations et projections des services du FMI.

1/ Indiquer la couverture du secteur public comme l'administration centrale ou le secteur public non financier et si la dette brute ou nette est utilisée.]

2/ Le besoin de financement brut est défini comme le déficit primaire plus le service de la dette plus le stock de la dette à court terme à la fin de la dernière période.

3/ Recettes y compris les dons.

4/ Le service de la dette est défini comme la somme des intérêts et de l'amortissement de la dette à moyen et long termes.

5/ Les moyennes historiques et écarts standard sont généralement calculés sur les dix dernières années, sous réserve de la disponibilité des données.

Tableau 16 de l'appendice. Djibouti — Analyse de sensibilité pour les principaux indicateurs de la dette publique, 2007–27

	Projections								
	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2017	2022	2027
	Ratio VAN de la dette sur le PIB								
Scénario de référence	49	49	47	45	42	38	25	22	26
A. Autres scénarios									
A1. La croissance du PIB réel et le solde primaire sont en moyennes historiques	49	47	46	45	44	42	29	24	24
A2. Le solde primaire est inchangé à partir de 2007	49	48	46	45	44	42	32	30	33
A3. Croissance du PIB faible en permanence 1/	49	49	47	45	42	39	27	27	34
A4. Reconnaissance des engagements conditionnels	49	50	49	47	45	42	32	31	37
B. Tests paramétrés									
B1. La croissance du PIB réel est en moyenne historique moins un écart standard de un en 2008–2009	49	51	52	51	49	47	38	40	47
B2. Le solde primaire est en moyenne historique moins un écart standard de un en 2008–2009	49	47	44	42	39	35	23	20	25
B3. Combinaison de B1-B2 en utilisant des chocs de la moitié de l'écart standard	49	50	51	48	45	40	24	19	23
B4. Dépréciation réelle de 30% d'un coup en 2008	49	58	55	52	48	45	28	24	27
B5. 10 % d'augmentation du PIB dans d'autres flux créateurs de dette en B312008	49	59	56	53	49	45	29	25	28
	Ratio VAN de la dette sur recettes 2/								
Scénario de référence	141	156	156	153	149	136	99	96	120
A. Autres scénarios									
A1. La croissance du PIB réel et le solde primaire sont en moyennes historiques	141	151	151	151	155	146	112	101	109
A2. Le solde primaire est inchangé à partir de 2007	141	152	152	153	157	150	129	132	153
A3. Croissance du PIB faible en permanence 1/	141	156	156	154	151	139	109	117	154
A4. Reconnaissance des engagements conditionnels	141	159	162	162	162	152	129	137	172
B. Tests paramétrés									
B1. La croissance du PIB réel est en moyenne historique moins un écart standard de un en 2008–2009	141	161	170	173	174	165	152	173	217
B2. Le solde primaire est en moyenne historique moins un écart standard de un en 2008–2009	141	148	145	142	138	126	90	89	113
B3. Combinaison de B1-B2 en utilisant des chocs de la moitié de l'écart standard	141	158	166	162	157	141	93	84	105
B4. Dépréciation réelle de 30% d'un coup en 2008	141	186	182	178	174	160	113	103	127
B5. 10 % d'augmentation du PIB dans d'autres flux créateurs de dette en B312008	141	188	185	181	176	160	118	111	131
	Ratio service de la dette sur recettes 2/								
Scénario de référence	6	6	6	6	6	6	11	7	7
A. Autres scénarios									
A1. La croissance du PIB réel et le solde primaire sont en moyennes historiques	6.0	6.4	6.2	6.1	6.9	6.4	12.7	8.6	7.1
A2. Le solde primaire est inchangé à partir de 2007	6	6	6	6	6	6	11	9	8
A3. Croissance du PIB faible en permanence 1/	6	6	6	6	7	6	11	8	8
A4. Reconnaissance des engagements conditionnels	6	6	6	6	7	6	11	9	9
B. Tests paramétrés									
B1. La croissance du PIB réel est en moyenne historique moins un écart standard de un en 2008–2009	6	6	7	7	7	7	13	10	11
B2. Le solde primaire est en moyenne historique moins un écart standard de un en 2008–2009	6	6	6	5	6	5	10	7	6
B3. Combinaison de B1-B2 en utilisant des chocs de la moitié de l'écart standard	6	7	7	6	7	6	11	7	6
B4. Dépréciation réelle de 30 % d'un coup en B682008	6	7	7	7	7	7	12	9	8
B5. 10 % d'augmentation du PIB dans d'autres flux créateurs de dette en 2008	6	6	6	6	6	6	11	7	7
	Ratio service de la dette sur PIB								
Scénario de référence	2	2	2	2	2	2	3	2	1
A. Autres scénarios									
A1. La croissance du PIB réel et le solde primaire sont en moyennes historiques	2	2	2	2	2	2	3	2	2
A2. Le solde primaire est inchangé à partir de 2005	2	2	2	2	2	2	3	2	2
A3. Croissance du PIB faible en permanence 1/	2	2	2	2	2	2	3	2	2
A4. Reconnaissance des engagements conditionnels	2	2	2	2	2	2	3	2	2
B. Tests paramétrés									
B1. La croissance du PIB réel est en moyenne historique moins un écart standard de un en 2008–2009	2	2	2	2	2	1.9	3.2	2.4	2
B2. Le solde primaire est en moyennes historiques moins un écart standard de un en 2008–2009	2	2	2	2	2	2	3	2	1
B3. Combinaison de B1-B2 en utilisant des chocs de la moitié de l'écart standard	2	2	2	2	2	2	3	2	1
B4. Dépréciation réelle de 30 % d'un coup en 2007	2	2	2	2	2	2	3	2	2
B5. 10 % d'augmentation du PIB dans d'autres flux créateurs de dette en 2007	2	2	2	2	2	2	3	2	1

Sources : autorités du pays ; estimations et projections des services du FMI.

1/ Suppose que la croissance du PIB est au niveau de référence moins un écart standard divisé par la racine carrée de 20 (c-à-d. la durée de la période de projection).

2/ Les recettes incluent les dons.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

DJIBOUTI

**Rapport des services pour les discussions des consultations au titre de l'article IV—
Appendice d'information**

Préparé par le Département Moyen-Orient et Asie centrale
le 16 avril 2007

	Page
Table des matières	
Appendices	
I. Relations avec le FMI	2
II. Relations de la Banque mondiale avec Djibouti	5
III. Question d'ordre statistique	7

APPENDICE I. DJIBOUTI: RELATIONS AVEC LE FMI

(Au 28 février 2007)

I. Membre depuis le 29 décembre 1978; Article VIII

II. Compte de ressources générales	Millions de DTS	% de la quote-part
Quote-part	15,90	100,00
Avoirs du FMI en monnaie nationale	14,80	93,08
Position de réserve au FMI	1,10	6,92

III. Département des DTS	Millions de DTS	% de l'allocation
Allocation cumulative nette	1,18	100,00
Avoirs	0,27	23,01

IV. Achats et prêts en cours	Millions de DTS	% de la quote-part
Accords FRPC	11,72	73,72

V. Derniers accords financiers :

Type	Date d'approb.	Date d'exp.	Montant approuvé (Millions de DTS)	Tirages (Millions de DTS)
FRPC	18/10/99	17/01/03	19,08	13,63
Accord de confirm.	15/04/96	31/03/99	8,25	7,27

VI. Projections des obligations envers le FMI

(millions de DTS; données fondées sur l'utilisation actuelle des ressources et sur les avoirs actuels en DTS) :

	À venir				
	2007	2008	2009	2010	2011
Principal	1,54	2,73	2,73	2,18	1,64
Charges/intérêts	0,08	0,08	0,07	0,06	0,05
Total	1,63	2,81	2,80	2,24	1,68

VII. Mise en œuvre de l'initiative PPTE : Sans objet.

VIII. Mise en œuvre de l'assistance IADM : Sans objet.

Évaluation des sauvegardes

En réponse aux recommandations des services, la BCD a recruté en août 2002 des auditeurs externes de Ernst & Young pour vérifier les comptes de 1999, 2000 et 2001. Cet audit a été achevé à la fin de 2002 et les états financiers de 1999-2001 ont été communiqués au FMI en 2004.

Depuis 2003, les comptes de la BCD ont été audités tous les ans conformément aux normes d'audit internationales. L'audit des états financiers de 2002 a été achevé par Ernst & Young à la fin de 2003 et publié au *Journal Officiel* du 31 août 2004. Les comptes de 2004 et 2005 ont aussi été audités en octobre 2005 et juin 2006 respectivement, et publiés dans le Rapport annuel de la Banque centrale de 2005 et au *Journal Officiel* de 2005.

Régime de change

Un régime de caisse d'émission est en vigueur à Djibouti. Le franc djiboutien est rattaché au dollar EU au taux de 177,721 FD pour 1 dollar. Djibouti applique un régime de change exempt de restrictions sur les paiements et transferts au titre des transactions internationales courantes.

Consultations au titre de l'article IV

Les consultations au titre de l'article IV avec Djibouti se tiennent selon un cycle annuel. Les entretiens relatifs aux consultations au titre de l'article IV de 2005 et à un nouveau programme de référence ont eu lieu à Djibouti du 26 juin au 10 juillet 2005. Le rapport des services du FMI, la lettre d'intention, le mémorandum de politiques économique et financière ainsi que le protocole d'accord technique ont été discutés par le Conseil d'administration le 28 septembre 2005.

Participation au PESF, aux RONC et à l'évaluation des centres financiers offshore

Djibouti n'a participé à aucun des exercices susmentionnés.

Assistance technique

FAD — Contrôle budgétaire et gestion de la liquidité du Trésor	Avril 2000
FAD— Réforme des impôts directs	Septembre 2000
FAD/MED— Contrôle budgétaire et gestion de la liquidité du Trésor	Février 2001
FAD— Administration fiscale et mise en place possible d'une TVA	Avril 2002
STA— Statistiques de finances publiques	Mai 2001
STA— Comptabilité nationale et statistiques de balance des paiements	Janvier 2002
STA— Statistiques de balance des paiements	Novembre 2003
MFD— Contrôle bancaire	Décembre 2002
MFD— Contrôle bancaire	Décembre 2003
STA— Statistiques monétaires et bancaires	Novembre/Décembre 2004
FAD—Administration fiscale et douanière	Janvier/Février 2005
MFD-Comptabilité de la banque centrale	Octobre 2005
FAD-Administration fiscale	Janvier 2007

Représentant résident

Un représentant résident est en fonction à Djibouti depuis octobre 1998.

APPENDICE II. RELATIONS DE LA BANQUE MONDIALE AVEC DJIBOUTI

Les interventions de prêts et hors prêts de la Banque mondiale à Djibouti sont destinées à étayer les piliers de la Stratégie d'assistance-pays (SAP) qui correspondent dans l'ensemble au DSRP complet de Djibouti avalisé par les Conseils de la Banque mondiale et du FMI en juin 2004. La SAP des exercices 2005-08, approuvée par le Conseil de la Banque mondiale en mars 2005, s'articule autour de trois piliers : (i) la croissance et la compétitivité, (ii) le développement humain et (iii) la gouvernance.

Les piliers de la SAP sont étayés par différents projets (**prêts**). Le portefeuille actuel inclut six projets actifs financés par la Banque pour un montant de 72,4 millions de dollars EU. Sur ce total, 37%, en valeur, sont consacrés à des activités liées à la santé, 27% au développement social, 14% à l'éducation, 10% à l'énergie et à l'eau et 12% au réaménagement d'urgence après une inondation. Les projets sont répartis de la manière suivante entre les piliers de la SAP :

- Le pilier de la croissance et de la compétitivité est étayé par les projets suivants : (1) un projet du secteur de l'énergie et de l'eau en vue de réduire le coût des services publics et d'en améliorer l'accès pour les pauvres et (ii) une garantie partielle des risques afférents à la concession de l'exploitation et de la gestion de la société de chemin de fer publique à la suite d'un projet préalable de corridor routier de la Banque mondiale. Avec le port, les activités de transit le long de ce corridor est une importante source de croissance à Djibouti.
- Le pilier du développement humain accorde une large place : (i) à un second projet destiné à optimiser l'accès aux écoles et à en améliorer la qualité, après un premier projet qui a été couronné de succès; (ii) à deux projets du secteur santé (des projets de contrôle du VIH/sida, du paludisme et de la tuberculose ainsi que de développement du secteur santé); (iii) à un projet de développement social et de travaux publics et (iv) à un projet de remise en état d'urgence des zones inondées pour lequel un financement supplémentaire (don) a été approuvé le 22 février 2007 et qui n'est pas encore inclus dans le portefeuille.
- Le pilier de la gouvernance devrait être étayé par des dons du FDI destinés à mettre en œuvre le plan d'action et les recommandations de l'Évaluation de la responsabilité financière et du Rapport analytique sur la passation des marchés.

Outre l'assistance sous forme de prêts, la Banque appuie Djibouti par le biais d'un **travail analytique sur le pays**. Après une revue des dépenses publiques achevée au cours de l'exercice 2005, un memorandum économique dont le but était de recommander différentes options de politique économique pour faire face aux défis de la croissance et de la compétitivité de Djibouti a été achevé au cours de l'exercice 2006. En collaboration avec le FMI, la Banque appuie également des réformes de l'administration publique. La

collaboration entre la Banque et le FMI est aussi étroite sur les questions macroéconomiques (par exemple, une analyse de la viabilité de la dette) et sur l'évaluation et l'actualisation du DSRP.

Enfin, eu égard à la faiblesse de la capacité institutionnelle de Djibouti, on insiste beaucoup sur les efforts d'**assistance technique et de renforcement des capacités**. Actuellement, la Banque gère un portefeuille de 9,4 millions de dollars EU en fonds fiduciaires, y compris deux dons du FDI, trois fonds de fiducie dont les donateurs sont multiples et un fonds de fiducie pour le renforcement des capacités statistiques. Les dons du FDI financent le renforcement des capacités institutionnelles dans les domaines de la passation des marchés (357.000 dollars EU) et de la gestion du budget et de la dette (343.000 dollars EU). Les fonds fiduciaires dont les donateurs sont multiples appuient la participation de Djibouti à la Mise en œuvre accélérée du programme « Éducation pour tous » (6 millions de dollars EU) ainsi que les efforts destinés à contrôler la grippe aviaire et chez l'homme (2,1 millions de dollars EU). Le fonds fiduciaire statistique (252.700 dollars EU) soutient le renforcement de la comptabilité nationale et la mise en œuvre d'un nouveau recensement prévu pour la fin de 2007. Un autre don du FDI (244.000 dollars EU) destiné à financer le renforcement des capacités pour préparer la mise en œuvre d'un système de protection sociale intégré a été approuvé en février 2007, mais n'est pas encore effectif.

En dépit du contexte économique défavorable de Djibouti, les résultats de l'ensemble des projets de la Banque sont satisfaisants et les objectifs de développement devraient être atteints dans tous les projets du portefeuille. La SAP des exercices 2005–08 de la Banque se propose d'intensifier le dialogue avec les autorités en vue de définir dans quel domaine il conviendrait de procéder à une réforme réalisable pour remédier au désalignement des niveaux de salaires. Le soutien financier à cette réforme devrait être accordé dans le cadre d'un scénario à hypothèse haute qui serait déclenché lorsque le gouvernement sera prêt à entreprendre cette réforme. La collaboration avec le FMI dans ces domaines sera crucial.

APPENDICE III. DJIBOUTI: QUESTION D'ORDRE STATISTIQUE

Questions d'ordre statistique en suspens

1. Les données fournies sont tout juste suffisantes pour permettre la surveillance et elles sont affectées par de sérieuses déficiences au niveau de la couverture, de la périodicité, de la ponctualité et de la diffusion. Les faiblesses sont particulièrement marquées dans les domaines de la comptabilité nationale, du solde commercial et de la gestion de la dette extérieure et, dans une certaine mesure, des données budgétaires. Toutefois, les développements récents indiquent que les responsables de l'administration publique sont de plus en plus conscients de l'importance des statistiques. En 2002, les autorités ont créé la Direction des statistiques et des études démographiques (DISED) afin de renforcer les capacités du système statistique et l'efficacité de l'utilisation des ressources disponibles. Les données de la balance des paiements conformes à la 5^{ème} édition du *Manuel de la balance des paiements (MBP5)* sont fournies depuis 2004. En février 2004, les autorités ont indiqué qu'elles entendaient participer au Système général de diffusion des données (SGDD) du FMI et ont soumis des métadonnées. Elle travaillent actuellement sur la mise à jour des données de la comptabilité nationale et à l'élargissement de la couverture de l'indice des prix à la consommation (IPC).

Comptabilité nationale

2. Les données de la comptabilité nationale n'ont pas été communiquées depuis 1999. La méthodologie utilisée suivait le *Système de comptabilité nationale de 1968 (SCN)* et reposait sur une décomposition par secteur de production avec des agrégats par dépense disponibles uniquement en termes nominaux. Les données souffraient de sérieuses faiblesses imputables aux sources, au recours à une année de référence incorrecte et au manque de registres des entreprises et de couverture du secteur informel. Ces facteurs, associés à une insuffisance des ressources humaines et financières, expliquent en partie les progrès limités réalisés dans la mise en œuvre des recommandations de la mission de 2002 sur la comptabilité nationale et la balance des paiements. Avec l'assistance de la Banque mondiale, la DISED a procédé à une nouvelle estimation du PIB sectoriel pour les années 2002 à 2005 et a élaboré une comptabilité nationale conforme au SCN de 1993 à l'aide d'un large éventail de données reposant sur des enquêtes, des statistiques d'importation et des états financiers d'entreprises publiques. La DISED estime pouvoir terminer les calculs avant la fin de 2007. Toutefois, elle n'entend pas préparer les données du PIB par dépense. Il serait nécessaire de réviser la méthodologie pour rapprocher les données de la comptabilité nationale de la nouvelle série de la BP.

Prix

3. L'Indice des prix à la consommation (IPC), calculé par la DISED sur une base mensuelle depuis 1999 à l'aide des relevés de prix dans la ville de Djibouti, est la seule mesure de l'inflation. Avant 1999, les services du FMI suivaient l'évolution des prix sur la base de l'indice de l'IPC préparé par le gouvernement français pour les expatriés français résidant à Djibouti (avec quelques corrections depuis la fin de 1998). La DISED s'efforce actuellement d'élargir la couverture nationale de l'indice à des zones autres que la capitale.

Finances publiques

4. Depuis la création en 1998 d'une cellule de coordination au Ministère des finances en vue d'améliorer la couverture et la ponctualité des données, les données budgétaires sont à présent disponibles tous les mois, quoiqu'avec quelques retards; toutefois, ces données ne couvrent pas un certain nombre de comptes hors-budget, notamment trois fonds de pension. En 2002, un audit exhaustif des arriérés intérieurs a été réalisé avec l'assistance de l'Union européenne et de la Banque mondiale. Les dépenses de capital et un certain nombre de dépenses courantes financées par l'extérieur et leur mode de financement (c'est-à-dire des dons ou des prêts) sont communiqués depuis 1999. Cependant, il convient de déployer des efforts supplémentaires pour améliorer l'établissement et la couverture des données budgétaires, notamment au niveau institutionnel, afin d'appliquer les recommandations formulées par la mission de statistiques de finances publiques en 2001; plusieurs fonds hors budget, y compris trois fonds de pension, doivent aussi être incorporés dans un budget consolidé des administrations publiques. Le Ministère des finances ne communique pas de données à publier dans l'*Annuaire de statistiques de finances publiques* et dans l'*Annuaire de Statistiques financières internationales*.

Comptes monétaires

5. Les statistiques monétaires sont généralement adéquates et couvrent la banque centrale, deux banques commerciales en exploitation et une banque en liquidation. Deux nouvelles banques ont débuté leur exploitation en 2006 mais leurs données ne sont pas encore intégrées dans les statistiques monétaires. Les autorités ont lancé la publication d'un bulletin trimestriel en 1995 dont la périodicité est devenue mensuelle en 2001. Les données monétaires sont aussi affichées sur le site web de la BCD (<http://www.banque-centrale.dj/>).

6. En 2004, une mission de statistiques a aidé la BCD à établir des statistiques monétaires et financières conformément au *Manuel de statistiques monétaires et financières* du FMI. La mission a mis en lumière différentes faiblesses, notamment la définition du critère de résidence et la classification des actifs et des passifs intérieurs par secteur et a donné des conseils sur la préparation des métadonnées du secteur financier pour le Système général de diffusion des données (SGDD). En septembre 2005, la BCD a communiqué des données monétaires d'essai au Département des statistiques en utilisant des formulaires types

de communication des données qui sont conformes à la méthodologie du *Manuel de statistiques monétaires et financières*. Une mission de suivi de statistiques monétaires et financières est prévue pour la fin de l'exercice 2008.

Secteur extérieur

7. Des progrès importants ont été réalisés dans l'amélioration des données de la balance des paiements en application des recommandations des missions d'assistance technique du FMI au cours des dernières années. À la fin d'août 2004, de nouvelles données de balance des paiements qui respectent les normes énoncées dans la cinquième édition du *MBP* ont été préparées. Le nouvel ensemble de données incorpore les améliorations qui concernent le commerce de transit avec les pays voisins, les importations des forces militaires étrangères stationnées à Djibouti et le traitement des loyers versés par les États-Unis pour la base militaire. La BCD est en train d'établir des données sur la position extérieure globale du pays pour 2003 et a entamé la collecte de certaines données de balance des paiements sur une base trimestrielle. Toutefois, des questions importantes subsistent. La distinction entre les comptes résidents et non résidents dans les statistiques bancaires semble très floue; les statistiques sur les biens échangés n'incluent que les données des douanes; le commerce associé à la zone de libre échange n'est pas inclus dans la BP et les données sur les IDE ne sont pas systématiquement rassemblées.

8. La BCD n'a pas soumis de statistiques de la balance des paiements à publier au Département des statistiques depuis 2004.

9. Avec l'assistance financière et technique de la Banque mondiale et de la CNUCED, les autorités ont adopté en 2002 un nouveau système pour la gestion de la dette extérieure, centralisé au sein de la *Direction du Financement Extérieur* (DFE) du Ministère des finances; le système est devenu opérationnel en 2003 et les statistiques de la dette extérieure ont été révisées sur la base des informations reçues des créanciers; elles couvrent une période qui démarre en 1999. Les statistiques de la dette sont toutefois communiquées irrégulièrement et avec des retards et souffrent d'insuffisances.

Djibouti : Tableau des principaux indicateurs requis pour la surveillance
Au 19 mars 2007

	Date de la dernière observation	Date de la réception	Fréquence des données	Fréquence des communications	Fréquence de la publication ⁶
Taux de change	Déc. 2006	Jan. 2007	M	M	Sans objet
Actifs des réserves de change et engagements constituant des avoirs de réserve des autorités monétaires ¹	Déc. 2006	Jan. 2007	M	M	Sans objet
Monnaie centrale	Déc. 2006	Jan. 2007	M	M	M
Monnaie au sens large	Déc. 2006	Jan. 2007	M	M	M
Bilan de la banque centrale	Déc. 2006	Jan. 2007	M	M	A
Bilan consolidé du système bancaire	Déc. 2006	Jan. 2007	M	M	A
Taux d'intérêt ²	Déc. 2006	Jan. 2007	M	M	A
Indice des prix à la consommation	Jan 2007	Mars 2007	M	M	M
Recettes, dépenses, solde et composition du financement ³ – Administrations publiques	Déc. 2006	Fév. 2007	M	M	I
Recettes, dépenses, solde et composition du financement ³ – Administrations publiques	Déc. 2006	Jan. 2007	M	M	I
Stocks de la dette de l'administration centrale et dette garantie par l'administrations centrale ⁵	Déc. 2005	Mai 2006	A	A	I
Solde des transactions courantes	Déc. 2006	Jan 2007	A	A	A
Exportations et importations de biens et de services	Déc. 2006	Jan 2007	T	T	A
PIB/PNB	Déc. 2006 ⁷	Jan 2007	A	A	A
Dette extérieure brute	Déc. 2005	Mai 2006	A	A	I

¹Inclut les avoirs de réserves engagés ou autrement grevés ainsi que les positions dérivées nettes.

²Déterminés à la fois officiellement et par le marché, y compris les taux d'escompte, les taux des marchés monétaires, les taux des bons du Trésor, les effets et les obligations.

³Financement étranger, des banques intérieures et intérieur non bancaire.

⁴Les administrations publiques incluent l'administration centrale (à l'exclusion des fonds hors budget et des fonds de la sécurité sociale, ainsi que les administrations d'État et locales).

⁵Y compris la composition en monnaies et échéances.

⁶Quotidien (Q); hebdomadaire (H), mensuel (M), bimensuel (B), trimestriel (T), annuel (A), irrégulier (I), non disponible (ND).

⁷Les données du PIB sont estimées par les services sur la base de données partielles fournies par les autorités.



INTERNATIONAL MONETARY FUND

Public Information Notice

EXTERNAL
RELATIONS
DEPARTMENT

Note d'information au public (NIP) n° 07/52
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Fonds monétaire international
700 19th Street, NW
Washington, D. C. 20431 USA

**Le FMI conclut les consultations de 2007
au titre de l'article IV avec Djibouti**

Le Conseil d'administration a conclu le 27 avril 2007, les consultations au titre de l'article IV avec Djibouti.¹

Généralités

La croissance s'est renforcée en 2006 mais elle s'est accompagnée d'une accélération de l'inflation. Malgré les goulets d'étranglement structurels et une faible compétitivité, la croissance du PIB réel atteint 4,8 %, induite par un budget expansionniste et des investissements importants dans les activités portuaires et les secteurs du bâtiment et des services. Toutefois, l'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation a atteint 3,6 % en 2006, son niveau le plus élevé depuis 2003, du fait principalement de l'augmentation des prix des denrées alimentaires, du logement, de l'eau et de l'électricité. La croissance de la masse monétaire au sens large a poursuivi sa décélération tendancielle au cours des dernières années dans une conjoncture économique favorable et des conditions financières plus intéressantes. Le crédit au secteur privé a augmenté de façon notable par rapport aux années antérieures, profitant principalement aux secteurs concernés par les investissements directs étrangers. Avec des exportations encore faibles et peu diversifiées, la poussée des importations financées sur ressources extérieures a entraîné une nette détérioration de la balance commerciale et du solde des transactions courantes. Toutefois, les importantes entrées de capitaux et de flux financiers ont abouti à une augmentation substantielle des réserves de change brutes équivalant à environ trois mois d'importations.

¹ Conformément aux dispositions de l'article IV de ses Statuts, le FMI procède, en général chaque année, à des consultations bilatérales avec ses membres. Une mission des services du FMI se rend dans le pays, recueille des renseignements économiques et financiers, et s'entretient avec les responsables nationaux de l'évolution et des politiques économiques du pays. De retour au siège, les membres de la mission rédigent un rapport qui est soumis à l'examen du Conseil d'administration. À l'issue de cet examen, le Directeur général, en qualité de Président du Conseil d'administration, résume les opinions des administrateurs, et ce résumé est communiqué aux autorités du pays. La présente NIP résume les opinions du Conseil d'administration exprimées au cours des discussions qu'il a tenues le [27 avril 2007] à partir du rapport des services du FMI.

La politique budgétaire a été expansionniste en 2006, la bonne tenue des recettes ayant été mitigée par une augmentation des dépenses liées au financement des élections locales et du sommet du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). L'évolution du profil de la dette extérieure est certes gérable, mais le stock de la dette publique devrait sensiblement augmenter au cours de la période 2006-11.

L'application des réformes structurelles a progressé lentement et il reste à mettre pleinement en œuvre un grand nombre de repères structurels définis dans le dernier programme de référence. Le Code du travail plus flexible adopté en décembre 2005 doit être promulgué en totalité. Le fichier unique de la fonction publique est bien avancé mais pas encore achevé. Une réforme de la fonction publique commencée au début 2006 se trouve toujours à un stade initial. De nombreuses initiatives ont été prises dans le secteur de l'énergie, mais sans qu'une stratégie intégrée de réduction des coûts de production de l'électricité à court et moyen termes ait été élaborée. Ces mesures sont cruciales pour renforcer les perspectives de croissance, rendre l'économie plus compétitive et réduire la pauvreté et le chômage. Certaines de ces questions devraient être traitées dans la nouvelle stratégie de réduction de la pauvreté à moyen terme qui devrait être élaborée dans les mois à venir avec l'assistance de la Banque mondiale.

Évaluation du Conseil d'administration

Les administrateurs sont d'accord avec les grandes lignes de l'évaluation des services. Ils félicitent les autorités de Djibouti des progrès réalisés pour attirer les investissements privés étrangers et pour transformer l'économie en une plaque tournante pour le commerce régional et pour les services. Ils se déclarent satisfaits que la croissance économique se soit ainsi accélérée au cours des deux dernières années et que les perspectives de croissance à moyen terme de Djibouti se soient améliorées.

En même temps, les administrateurs constatent que d'importants défis subsistent. La pauvreté et le chômage restent répandus et la viabilité de la dette pourrait devenir préoccupante compte tenu des projets d'emprunt ambitieux des autorités. Les administrateurs partagent les inquiétudes des autorités qui estiment que la croissance ne doit pas être confinée à une enclave autour du port mais doit être diversifiée et s'accompagner de la création d'un nombre suffisant d'emplois. À cet égard, les administrateurs saluent la nouvelle «Initiative nationale pour le développement social» et encouragent les autorités à la concrétiser par un plan d'action assorti d'un calendrier.

Les administrateurs encouragent les autorités à resserrer l'orientation de la politique budgétaire afin d'assurer la viabilité du budget et de contenir d'éventuelles pressions inflationnistes. La simplification du régime fiscal, la réduction des exonérations fiscales et l'introduction d'une taxe sur la valeur ajoutée sont toutes requises pour stimuler les recettes de l'État, tandis qu'un contrôle resserré des salaires de la fonction publique et la mise en œuvre effective de la réforme en cours de la fonction publique sont cruciaux pour diminuer la masse salariale de l'État. Les administrateurs soulignent aussi la nécessité de respecter strictement le cadre budgétaire, d'éliminer les transactions hors budget, d'améliorer la gestion de la trésorerie en adoptant un compte du Trésor unique et d'éviter l'accumulation de nouveaux arriérés extérieurs ou intérieurs. Ils encouragent les autorités à renforcer la gestion de la dette et des engagements conditionnels, à

hiérarchiser soigneusement les projets d'investissement et à aller de l'avant s'agissant de leurs plans de privatisation.

Les administrateurs reconnaissent que la caisse d'émission a été utile pour Djibouti en tant qu'ancrage crédible pour contenir les pressions inflationnistes et accroître la confiance des investisseurs étrangers. Toutefois, les administrateurs soulignent que la compétitivité extérieure du pays doit être davantage renforcée moyennant des mesures de réformes macroéconomiques et structurelles. Outre l'ajustement budgétaire, d'importantes mesures incluront l'adoption d'une stratégie destinée à réduire les coûts de production de l'électricité, la mise en œuvre accélérée et complète du nouveau code du travail pour accroître la souplesse du marché du travail ainsi que des améliorations de la gouvernance et de l'efficacité du système judiciaire.

Les administrateurs saluent le nombre croissant de banques étrangères qui a contribué à réduire l'écart entre les taux d'intérêt grâce à une concurrence plus intense. Mais ils insistent aussi sur l'importance du renforcement des capacités de supervision et du cadre réglementaire de la banque centrale et attendent avec intérêt l'évaluation à venir dans le cadre du Programme d'évaluation de la stabilité du secteur financier plus tard dans l'année. Ils se félicitent de la mise au point de nouveaux instruments de politique monétaire pour aider à contenir les pressions inflationnistes. Les administrateurs se déclarent satisfaits des efforts déployés par les autorités en vue d'éclaircir le mandat de la Cellule de renseignement financier et de renforcer la réglementation de lutte contre le blanchiment des capitaux.

Les administrateurs accueillent avec satisfaction l'intention des autorités de participer à la Norme générale de diffusion des données du FMI qu'ils considèrent comme une étape importante vers l'amélioration de la quantité et de la qualité des données économiques, notamment dans les domaines de la comptabilité nationale, du solde commercial et de la dette extérieure

Les administrateurs prennent acte du désir des autorités d'entamer des discussions sur un programme appuyé par la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance du FMI, car cela permettrait d'accélérer la mise en œuvre des réformes structurelles et de mobiliser l'aide étrangère. Ils soulignent néanmoins que pour aller en ce sens, les autorités devront mettre en œuvre les principaux repères qui n'ont pas été satisfaits dans le cadre du programme de référence de 2005 et préparer une stratégie de réforme à moyen terme qui s'inscrive dans une stratégie globale de réduction de la pauvreté. Les autorités devront aussi s'engager à renforcer la discipline budgétaire, notamment à réduire les arriérés intérieurs et à améliorer la production des données ainsi qu'à renforcer la compétitivité extérieure. Quelques administrateurs estiment que, eu égard à la solidité de la balance des paiements et à la couverture de réserves suffisante, Djibouti n'a actuellement pas besoin du financement du FMI.

Les notes d'information au public (NIP) font partie des efforts déployés par le FMI pour promouvoir la transparence de ses vues et de son analyse de l'évolution et des politiques économiques. Les NIP sont diffusées, avec le consentement du pays (ou des pays) concerné(s), après examen par le Conseil d'administration des consultations au titre de l'article IV avec les pays membres, de la surveillance de l'évolution régionale, du suivi post-programme et des évaluations a posteriori des programmes appliqués par les pays membres nécessitant un engagement à plus long terme. Les NIP sont diffusées aussi après examen par le Conseil d'administration de questions de politique générale, sauf dans les cas particuliers où le Conseil en décide autrement..

Djibouti — Indicateurs économiques

	2003	2004	2005	2006
	(variations annuelles en pourcentage)			
Production et prix				
PIB réel	3,2	3,0	3,2	4,8
IPC (moyenne)	2,0	3,1	3,1	3,6
	(en pourcentage du PIB)			
Administrations publiques				
Total des recettes et des dons	34,0	35,6	37,1	35,0
Total des dépenses	36,3	37,5	36,8	37,4
Solde (base engagements)	-2,3	-1,9	0,2	-2,4
Solde (base caisse)	-5,0	-3,0	-2,2	-2,2
	(variations annuelles en pourcentage)			
Indicateurs monétaires				
Monnaie au sens large	17,8	13,9	11,3	10,2
Avoirs extérieurs nets	26,8	18,6	12,0	15,3
Avoirs intérieurs nets	-5,8	-2,7	8,7	-11,9
Secteur extérieur				
Solde des transactions courantes (en pourcentage du PIB)	3,4	-1,3	1,2	-8,9
Réserves internationales brutes (en mois d'importations)	3,9	3,3	2,9	3,2

Sources : autorités de Djibouti; estimations et projections des services du FMI.